

le prolétaire

organe du parti communiste international

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La ligne qui va de Marx-Engels à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie; la lutte de classe de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du «socialisme dans un seul pays» et la contre-révolution stalinienne; le refus des Fronts populaires et des fronts nationaux de la résistance; la lutte contre le principe et la praxis démocratiques, contre l'interclassisme et le collaborationnisme politique et syndical, contre toute forme d'opportunisme et de nationalisme; la tâche difficile de restauration de la doctrine marxiste et de l'organe révolutionnaire par excellence - le parti de classe -, en liaison avec la classe ouvrière et sa lutte quotidienne de résistance au capitalisme et à l'oppression bourgeoise; la lutte contre la politique personnelle et électoraliste, contre toute forme d'indifférentisme, de suivisme, de mouvementisme ou de pratique aventuriste de «lutte armée»; le soutien à toute lutte prolétarienne qui rompt avec la paix sociale et la discipline du collaborationnisme interclassiste; le soutien de tous les efforts de réorganisation classiste du prolétariat sur le terrain de l'associationnisme économique, dans la perspective de la reprise à grande échelle de la lutte de classe, de l'internationalisme prolétarien et de la lutte révolutionnaire anticapitaliste.

N° 551

Déc. 2023 / Janv. 2024

60^e année -1,5 € / 3 CHF /
£1,5 / 10 DA / 1000 DT / 5
DH / 300 CFA / 1,5 \$ CA

DANS CE NUMERO

- Cours de l'économie mondiale
- Bangladesh
- L'antisémitisme fait partie de l'idéologie bourgeoise
- A Gaza: l'«IA» au service des massacres israéliens
- Compétition mondiale pour l'«IA»
- Argentine. Mobilisation du 20 décembre
- Argentine : la victoire de Milei
- Venezuela : Pas un homme, pas une goutte de sang prolétarien pour l'Essequibo !
- Vie du parti

Lettre d'Espagne Avec les élections, l'ordre et le contrôle restent garantis

Selon l'atmosphère créée par les médias liés au Parti socialiste et à Sumar (la nouvelle coalition de gauche) (1), les élections législatives du 23 juillet auraient été une sorte de réédition de la situation italienne du 25 avril, date à laquelle, comme on le sait, les troupes nazies ont été vaincues par l'action conjointe des partisans et des armées alliées dans la Seconde Guerre mondiale. Si le principal parti de droite, le Parti Populaire, est devenu le premier parti en Espagne avec une hausse de plus de 12% des suffrages, il échoue à obtenir la majorité au Parlement, son allié Vox (extrême droite) perdant des voix et des députés ; quant aux socialistes du PSOE, loin de la déroute annoncée, ils augmentent leurs suffrages de presque 4%, faisant presque jeu égal avec le PP (31,6% des voix et 121 députés contre 33% et 130 députés). La soi-disant « gauche alternative » de Sumar, alliée du PSOE, recule encore plus que Vox mais finit pratiquement au même niveau que celui-ci : un peu plus de 12% des suffrages pour tous les deux et 31 députés contre 33 pour Vox (à noter dans la coalition Sumar l'ef-

(Suite en page 2)

Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières !

La loi immigration adoptée à la suite des tractations parlementaires est finalement une version plus répressive que le projet initial de Darmanin et que la version durcie par le sénat, au point qu'elle a été votée par la RN qui s'est vanté d'une « victoire idéologique », alors que Ciotti, président de LR, parlait d'une « victoire historique de la droite ». Cette loi a suscité comme on le sait critiques et oppositions dans différents milieux, même bourgeois comme chez des partisans du gouvernement et parmi des responsables d'institutions bourgeoises : par exemple les présidents d'université au nom de « la diplomatie scientifique culturelle et d'influence » de la France (1). Pour Mélenchon cette loi « défigure l'image de la France » – comme si cette image n'était pas celle

d'un pays impérialiste aux innombrables crimes, aujourd'hui encore complice des massacres à Gaza de l'Etat israélien et qui maintient avec ce dernier une coopération militaire et sécuritaire.

En réalité, au-delà des manœuvres politiciennes qui ont abouti à sa rédaction définitive, cette loi s'inscrit dans la série des attaques anti sociales et anti ouvrières menées les unes après les autres par le gouvernement, depuis les attaques contre les chômeurs à celle contre les retraites : si cette loi est dirigée contre les prolétaires étrangers et leurs familles, c'est en fait toute la classe ouvrière qui est visée. Selon le patronat l'économie française d'ici à 2050 aura « besoin (...) de 3,9 millions de sala-

(Suite en page 2)

Ce ne sont pas les actions terroristes du Hamas mais la lutte de classe indépendante et la solidarité prolétarienne de tous les pays qui pourront mettre fin à l'oppression des Palestiniens !

La bourgeoisie palestinienne, aujourd'hui divisée en deux grandes factions – le Hamas et l'ANP – se dirige selon trois axes principaux : 1) maintenir des relations aussi étroites que possible avec les différentes puissances régionales et internationales, opposées et qui ont intérêt à la soutenir ; 2) se défendre contre l'oppression économique, politique, sociale et militaire d'Israël, mais aussi des autres États arabes de la région, et 3) soumettre le prolétariat palestinien sur lequel les deux principales factions exercent leur petit pouvoir pour en tirer une exploitation suffisante pour leur garantir les privilèges qui en découlent, et pour l'utiliser comme monnaie d'échange avec les puissances régionales et internationales avec lesquelles

elles entretiennent des relations.

Le prolétariat palestinien, utilisé depuis des décennies comme force de frappe au profit des différentes factions de la bourgeoisie palestinienne et des différentes bourgeoisies des autres États arabes, a toujours été voué à être à la fois une force de travail extrêmement exploitée par la bourgeoisie sous laquelle il avait le malheur de se trouver ou de se réfugier, et de chair à canon dans les conflits avec lesquels il essayait de se défendre contre toute attaque, que ce soit en Palestine ou dans les « camps de réfugiés » en Egypte, en Jordanie, au Liban en Syrie – ou dans les conflits entre Israël et les pays

(Suite en page 10)

Lutte de classe contre la loi immigration et toutes les attaques anti-ouvrières !

(Suite de la page 1)

riés étrangers » (2). La perspective de ce recours massif aux prolétaires immigrés incite les autorités à accroître et renforcer les dispositions répressives pour « contrôler » cette immigration ce qui signifie laisser une bonne partie sans droits ni protections sociales et sous la menace permanente d'être expulsée, à la merci de leurs patrons, dans un véritable état d'exception.

Cela implique que lutter contre cette loi et toutes les mesures anti immigrés n'est pas une exigence démocratique ou humanitaire, c'est une **exigence de classe** : abandonner une partie des prolétaires sous la coupe des patrons et de l'Etat bourgeois revient à affaiblir toute la classe prolétarienne dans sa lutte de résistance contre le capitalisme. Alors que les capitalistes et leur gouvernement cherchent en permanence à les diviser selon les catégories, les statuts, l'âge, le sexe, etc., et la nationalité, l'intérêt vital des prolétaires est de réaliser leur unité par delà toutes ces divisions afin de pouvoir engager une véritable lutte de classe.

Mais il n'est pas possible de mener une telle lutte en se fiant à ceux qui ont fait échouer les luttes précédentes. L'appel aux manifestations du 21/1 le démontre une fois de plus : se présentant comme une pétition d'artistes et de personnalités diverses y compris de droite, il ne se donne pas d'autre objectif que de demander gentiment à Macron de ne pas promulguer sa loi ! Ce n'est pas un appel à la lutte, mais un appel à une inoffensive marche dominicale placée sous les auspices de « *notre pacte républicain hérité du Conseil National de la Résistance* », autrement dit de la collaboration des classes pour la défense du capitalisme français (3) ! La CFDT appelle à « *s'opposer au sabotage des valeurs de la République* » (4) tandis que la CGT s'indigne de la remise « *en cause de nos principes républicains* » (5) ; la CGT demande sans doute la régularisation des travailleurs sans papiers en grève, mais pour apprécier la portée réelle de ce soutien il faut savoir que pour participer à la mobilisation du 14 elle demandait aux collectifs de sans-papiers qu'ils renoncent à leur revendication de régulariser tous les sans-papiers et à leur perspective d'organiser des grèves pendant les Jeux Olympiques (6) ! On ne peut pas défendre réellement les travailleurs si on défend les valeurs et les principes de la République bourgeoise : pour ces partis et syndicats irréductiblement attachés à la collabora-

tion de classe et à la paix sociale, pas question de défendre les valeurs et les principes de la lutte de classe contre le capitalisme et l'Etat bourgeois !

Pour faire face aux attaques bourgeoises continues, ce sont pourtant vers ces valeurs et ces principes qu'il faut impérativement se tourner en luttant et en s'organisant indépendamment de l'influence des organisations collaborationnistes.

Non à la loi immigration et à toutes les lois anti-ouvrières ! Non à la répression et aux discriminations ! Non aux expulsions et aux refoulements ! Egalité des droits de tous les travailleurs, Français ou étrangers ! Régularisation de tous les sans-papiers ! Non au contrôle de l'immigration !

Pour la lutte de classe prolétarienne anti capitaliste en union avec les prolétaires du monde entier !

18/01/2024

(1) Communiqué de France Université, 17/12/2023. (2) Déclaration du président du MEDEF sur *Radio Classique*, 19/12/23. (3) Rappelons que le PCF n'était pas complètement opposé à la première mouture de la loi qu'il voulait seulement négocier. (4) Communiqué du 20/12/2023. (5) Tract du 11/1/23. (6) L'appel aux manifestations du 14, signé par des dizaines d'organisations de soutien, le NPA, LFI, des syndicats SUD, etc. ne reprenait pas ces revendications, mais la CGT a préféré s'associer à la mobilisation du 21. Les Comités de sans-papiers de la région parisienne ont refusé de participer à celle-ci parce qu'« *aucune de nos revendications historiques n'était reprise ; aucune référence aux luttes et aux grèves en cours* ».

Lettre d'Espagne Avec les élections, l'ordre et le contrôle restent garantis

(Suite de la page 1)

fondement de Podemos, l'ancienne star de la gauche pseudo radicale européenne) ; mais l'appui des partis indépendantistes permettra de donner aux socialistes la majorité nécessaire pour former un gouvernement.

La défaite électorale de la droite et, avec elle, l'impossibilité pour le parti Vox d'entrer au gouvernement ont été célébrées comme un événement d'importance internationale, comme s'il s'était passé quelque chose au-delà de ces élections, semblables à celles qui se répètent tous les quatre ans et comme si l'histoire avait été écrite, pour une fois, avec des votes et des urnes.

Mais au-delà de cette joie « de gauche », qui plus qu'un combat politique clôt un combat de type professionnel (où le camp largement vainqueur exprime son soulagement de rester au sommet de la politique nationale pendant quatre ans de plus et non sa volonté de changer quoi que ce soit), le seul exploit qui a réellement eu lieu, le seul point important qui mérite d'être noté c'est l'abominable exaltation de la démocratie, de la confiance aveugle dans l'électoralisme le plus grossier. Car ce que ces élections sont venues confirmer une fois de plus, c'est que la bactérie qui fait accepter la voie démocratique et électorale comme seule voie possible de lutte, continue d'infecter le corps prolétarien sans que rien ne parvienne à limiter sa virulence.

Mais il y a plus : les élections du 23 juillet ont abouti au résultat le plus conservateur de ces dernières décennies car si il y a 4 ans il était possible de camoufler la stupidité démocratique de l'élection du parti bourgeois du moment, aujourd'hui, avec le vote pour le « bloc progressiste », alors que nous avons subi les conséquences de ce gouvernement, le résultat qui peut porter au pouvoir la coalition PSOE-UP garantit en fait sans aucun espoir, encore plus de la même chose

En 2008, la crise capitaliste a commencé à ébranler les rouages du pacte établi lors de la « Transition » post-franquiste. Le grand accord national de 1978 impliquait une répartition du pouvoir, à tous les niveaux, entre deux grands partis nationaux, tout en reconnaissant les forces nationalistes et le PCE comme le moyen d'intégrer les bourgeoisies basque et catalane et le parti qui, à l'époque, représentait la grande force pour contrôler la classe prolétarienne comme le moyen d'obtenir son consentement pendant la période de changement de régime. Au début, cette structure n'avait que le PSOE comme grand parti national, car la droite était sortie défaite de la période de réforme constitutionnelle ; elle n'a réussi à se reconstruire qu'en 1989, lorsque le gouvernement socialiste se mit à battre de l'aile et que le changement de nom, de direction et de perspective de l'ancienne « Alliance Populaire » fut réalisé.

Il y a eu aussi des changements à la

gauche du Parlement lorsque le PCE, très affaibli par son rôle clairement anti-prolétarien pendant les années de la Transition et, plus tard, pendant la reconversion industrielle, forma la coalition électorale *Izquierda Unida* (Gauche Unie) dans le but de redorer son blason et de conserver les petites positions acquises dans les institutions. Mais de façon générale, au niveau national, régional ou municipal, le mécanisme basé sur deux grands regroupements politiques représentant les principales fractions bourgeoises s'est maintenu. Il l'a fait parce qu'il était stable, parce que le nouveau régime issu de la Constitution était structuré sur le plan politique et juridique autour de ces organisations et des partis nationalistes dans leurs sphères respectives, et parce que certaines couches de la bourgeoisie et de la petite bourgeoisie, plus limitées sur le plan territorial, trouvèrent une représentation satisfaisante en particulier au sein du PSOE.

Au cours des années 2012-2013, le bipartisme avait déjà subi un fort affaiblissement : les conditions sociales créées par la crise économique avaient brusquement sapé les bases du consensus social qui permettait un tel régime politique, entraînant la désaffection des classes petites bourgeoises les plus durement touchées par la crise, la concurrence entre les secteurs bourgeois, etc. D'autre part, une manifestation timide (extrêmement timide) de la classe prolétarienne en dehors des institutions politiques et syndicales correspondant à un tel système politique, a également favorisé son érosion.

Dans le monde capitaliste contemporain, que Lénine qualifia d'impérialiste par opposition aux vieilles démocraties libérales du XIXe siècle, la démocratie en tant que principe et sa concrétisation institutionnelle dans chaque pays sont le principal rempart bourgeois contre le prolétariat. La politique de collaboration des classes instituée par les bourgeoisies européennes après la Seconde Guerre mondiale grâce à la mise en place des amortisseurs sociaux qui, en terme économique, libèrent les prolétaires des pires misères, est organisée et maintenue dans le temps à travers le système politique complexe qui garantit au prolétariat l'illusion de « pouvoir intervenir » et de « pouvoir changer » la situation politique, économique et sociale. Cette démocratie, avec ses partis, ses élections, ses institutions sociales, etc., fait croire aux prolétaires, qu'elle est la voie réaliste pour défendre leurs intérêts, les éloignant de la lutte, de l'affrontement classiste, tant politique que strictement syndical, avec la classe bourgeoise. Les réserves matérielles accordées aux prolétaires par le biais du dit système de protection sociale sont à la base de cette organisation politique

de la démocratie, mais c'est elle qui agit – bien que transformée de « libérale » en *impérialiste* – comme un défenseur efficace des intérêts, tant politiques qu'économiques, de la bourgeoisie.

Lorsque la situation économique s'aggrave, comme cela s'est produit dans les années de la crise capitaliste, la classe prolétarienne est poussée à lutter contre la détérioration de sa condition, contre l'augmentation du chômage, la baisse des salaires, les expulsions, etc. C'est à ce moment-là que la démocratie apporte sa plus grande contribution au maintien de l'ordre. Car si, en temps de paix sociale, elle peut simplement maintenir une inertie qui permet à la bourgeoisie de ne pas perdre le contrôle, dans les moments difficiles, elle joue son rôle essentiel non seulement en maintenant plus ou moins passivement l'ordre, mais en désactivant toute possibilité de rupture de la part de la classe prolétarienne.

De 2008 à 2014, la classe prolétarienne a vu ses conditions de vie chuter drastiquement à des niveaux impensables quelques années plus tôt. Elle a également vu comment la classe bourgeoise, qui depuis des décennies brandissait le mot d'ordre de l'intérêt général, de la défense des intérêts communs des ouvriers et des patrons, des prolétaires et des bourgeois, lança une campagne impitoyable pour faire retomber le fardeau de la crise sur ses épaules. Et elle a donc vu comment les représentants politiques de cette classe bourgeoise ne faisaient que défendre leurs intérêts. C'est le gouvernement socialiste de Zapatero (dont se souvient aujourd'hui avec nostalgie toute la gauche institutionnelle) qui a réformé les retraites, réduit les salaires des fonctionnaires et laissé le chômage augmenter sans arrêt. Et c'est le gouvernement successif de droite Rajoy qui a approfondi toutes les réformes anti prolétariennes indispensables à la bourgeoisie nationale et internationale. C'était la base de la « crise du bipartisme » dont on faisait alors grand bruit.

Si le système démocratique est la grande digue que la bourgeoisie impose entre son pouvoir politique, économique et social et la classe prolétarienne, c'est parce que la démocratie permet l'intégration de ces courants qui prétendent représenter la classe prolétarienne parce qu'ils parviennent à avoir une situation difficile et une influence décisive parmi elle. La démocratie impérialiste permet, en fournissant des accommodements politiques et juridiques, l'existence d'organisations syndicales, en les intégrant pratiquement dans la structure de l'État et en les liant à la défense ultime de l'économie nationale. Elle permet et promeut également les grandes organisations politiques « prolétariennes », principalement la social-démocratie et le stalinisme, qui,

après la Seconde Guerre mondiale, ont été l'axe principal avec lequel les bourgeoisies nationales ont transmis leurs revendications dans tous les domaines aux prolétaires. Bref la démocratie permet d'intégrer une partie des prolétaires, ceux qui appartiennent à cette « aristocratie ouvrière » qui a des liens directs avec les bureaucraties syndicales et politiques, et à travers laquelle la bourgeoisie diffuse sa politique.

La « crise du régime de 78 » dont on a tant parlé il y a 10-15 ans, était précisément la crise de cette représentation prolétarienne dans le système bourgeois, l'érosion des forces qui avaient traditionnellement servi à la bourgeoisie pour contrôler le prolétariat et lui imposer ses exigences. À cela s'ajoutait une certaine poussée vers la lutte indépendante parmi certains secteurs du prolétariat, qui contribuait à la crise du panorama politique et social en crise. C'est alors que ces nouveaux courants politiques tels que *Podemos*, *Sumar*, etc. sont apparus sur la scène. Aujourd'hui, alors que l'on parle tant d'une vague réactionnaire, d'une dérive droitiste de tous les secteurs de la société, c'est un bon exercice de mémoire que de se rappeler comment toutes les télévisions appelaient les dirigeants de *Podemos* à faire entendre leurs opinions.

Alors que beaucoup de ces dirigeants ont déjà écrit leur biographie en faisant de cette période un épisode épique, il convient de rappeler qu'ils étaient en réalité les enfants gâtés de la bourgeoisie qui avait besoin de leurs services. Si *Podemos*, par exemple, voulait se définir à l'époque comme une « machine de guerre électorale », il était déjà

(Suite en page 4)

El Proletario

Órgano del partido comunista internacional

No 30 / Septiembre de 2023

- Tras las elecciones, el orden y el control quedan garantizados
- Sobre la guerra ruso-ucraniana
- De nuevo, el metal
- Sobre la guerra en Ucrania. Internacionalismo proletario y derrocamiento revolucionario en la tradición marxista
- Nota de lectura: un renovado interés sobre la Fracción de izquierda del Partido Comunista de Italia (1928-1938)
- Al trabajo como a la guerra. ¡Proletarios! ¿Cuántas muertes más en el trabajo necesitamos para rebelarnos contra un sistema que produce sólo beneficios para los capitalistas y muertes para el proletariado?

Le numéro: Europe : 1,5 €, £ 1,5, 3 FS; Amérique Latine: US \$ 1,5; USA + Cdn: US \$ 2.

Lettre d'Espagne ...

(Suite de la page 3)

évident que cette machine se battra toujours aux côtés de la bourgeoisie précisément en réactivant la lutte électorale et démocratique.

Le système bipartite a trouvé ses plus chauds partisans parmi ces partis de la « nouvelle politique ». À Madrid et à Barcelone, ils ont gouverné pour la première fois avec le soutien du PSOE, le principal parti de l'État espagnol, qui leur a ouvert les portes des mairies. Des années plus tard, ils sont arrivés au gouvernement du pays. Et partout où ils sont passés, ils ont contribué de manière décisive au maintien de l'ordre bourgeois, à la revitalisation des illusions démocratiques avant tout et à l'imposition sans discussion de toutes les exigences que la bourgeoisie a mises sur la table au cours de ces années.

Pour le prolétariat, le résultat de ces 10 années de « nouvelle politique » est que la classe bourgeoise a imposé une à une toutes ses besoins, politiques et économiques, tandis que toute tentative de lutte indépendante était durement réprimée, et que la foi aveugle dans la démocratie en tant que système de cohésion sociale auquel rien ne peut échapper était renforcée. Au fur et à mesure que la tension sociale s'est apaisée, les variantes les plus radicales de ces courants opportunistes ont fait de même, jusqu'à ce qu'on aboutisse à la situation actuelle dans laquelle la vieille Izquierda Unida sous des habits neufs gouvernera sûrement avec le Parti socialiste.

C'est pourquoi nous avons dit plus haut que le résultat du 23 juillet a été le plus conservateur de ces dernières années, car il consolide même la fin des attentes que, d'une manière ou d'une autre, certains avaient placé dans le « changement politique » et il liquide toute variante étrangère à l'ordre imposé après la Transition. Le PSOE, le vrai vainqueur, a liquidé les partis qui lui étaient favorables il y a dix ans et il s'appuie sur l'ancien PCE pour accéder au pouvoir. Cela donne une idée claire de ce qui attend les prolétaires : les mesures prises ces dernières années marquent la voie à suivre et même les voix ridicules et bizarres qui prétendaient encore vouloir limiter les excès ont été jetées à la poubelle.

LE PARTI DE CLASSE FACE A LA DEMOCRATIE

Pour nous, marxistes révolutionnaires et qui travaillons pour la reconstitution du Parti communiste dans les termes que la Gauche communiste italienne a historiquement défendus, l'analyse de la situation politique du pays a un

caractère bien défini. Nous essayons de montrer avec cette analyse la situation concrète de l'affrontement qui existe entre les deux principales classes de la société capitaliste (prolétariat et bourgeoisie), mais aussi entre les différents secteurs de la bourgeoisie, qui doivent inévitablement se battre les uns contre les autres pour maintenir leur part du profit tiré de l'exploitation du prolétariat, et la force politique qui en découle. Cette confrontation traverse tous les pays capitalistes avancés et c'est ce qui définit réellement leurs caractéristiques politiques et juridiques essentielles.

La forme constitutionnelle d'un pays est un sous-produit des tensions latentes qui persistent malgré l'équilibre que toute forme juridique cherche à consolider, et c'est pourquoi aucune évaluation qui ne prend pas en compte cette hiérarchie rigoureuse (mode de production-classes sociales-État-formes politiques circonstancielles) ne peut donner une vision réaliste de la nature du développement d'un pays.

C'est pour cette raison que les lignes d'appréciation de la situation politique d'un pays telles que celles décrites dans cet article n'ont rien à voir avec une quelconque « analyse conjoncturelle de la situation ». Les différentes formes politiques adoptées par un État et, à l'intérieur de celles-ci, les mille variantes possibles permises par le rapport de forces entre les différentes classes sociales existantes ne peuvent pas être vues comme essentielles : les grands cycles historiques, qui sont ceux qui délimitent les formes politiques générales au sein d'un même mode de production et par conséquent, la domination généralisée d'une classe sociale, ne dépendent pas de petites variations conjoncturelles, aussi spectaculaires soient-elles. Prenons, par exemple, la distinction classique entre formes capitalistes-impérialistes et pré-impérialistes avec laquelle Lénine, et avec lui les partis communistes de la IIIe Internationale non dégénérée, caractérisaient le développement du capitalisme à partir de la fin du XIXe siècle.

La phase impérialiste du développement capitaliste, que l'on peut décrire en termes de concentration monopolistique des moyens de production, de fusion du capital industriel et du capital bancaire pour donner naissance au capital financier, et de division du monde en sphères d'influence appartenant aux grandes puissances, correspond à la forme sociopolitique fasciste. Cela ne signifie pas, comme on le sait, que l'impérialisme nie les formes politiques démocratiques caractéristiques de l'époque antérieure, mais que la structure politique fasciste, bien développée en Italie ou en Allemagne dans l'entre-deux-guerres, s'y ajoute et permet de modeler l'État bourgeois en fonction des besoins que lui impose la nouvelle phase de déve-

loppement, tant en termes de lutte contre la classe prolétarienne que de lutte entre fractions bourgeoises d'un même pays ou entre bourgeoisies nationales opposées.

Ainsi, l'intégration des anciens syndicats de classe dans la structure de l'État, la suppression d'une grande partie des libertés démocratiques soumises à la réglementation de l'État, l'intervention constitutionnellement prévue de l'État dans l'économie nationale, etc., sont des caractéristiques de cette forme fasciste que les puissances victorieuses de la Seconde Guerre mondiale ont développée au sein de leurs régimes démocratiques, exactement comme l'ont fait l'Allemagne hitlérienne ou l'Italie de Mussolini. Cette affirmation générale selon laquelle la forme fasciste a été celle qui a défini les puissances impérialistes pendant des décennies n'implique pas qu'il n'y ait pas de nombreuses variantes à la fois en termes de régimes politiques et de formes particulières de ceux-ci. Mais l'essentiel reste intact, et seul un changement soudain dans les rapports entre les classes bourgeoise et prolétarienne pourrait conduire à sa variation.

Les phases du développement capitaliste ne peuvent pas être comprises au moyen d'une « analyse conjoncturelle », une méthode qui remplaça dans l'Internationale communiste dégénérée les bilans dialectiques de la méthode de travail marxiste. Mais les changements que peut subir un pays comme l'Espagne en l'espace de dix ou quinze ans ne peuvent pas non plus être compris par ce type d'analyse, parce que l'essence fondamentale de la domination bourgeoise ne change pas, elle n'est pas conjoncturelle, et les expressions plus ou moins accessoires de celle-ci n'ont d'autre importance que celle de découler de cette domination, d'être des expressions particulières qui ne peuvent contrevenir (ou être comprises sans) la perspective du développement général.

Les lecteurs réguliers de notre presse savent que tous les articles et éditoriaux que notre courant consacre aux vicissitudes particulières d'un pays particulier, qu'il s'agisse de l'Italie, de l'Espagne, de la France ou de n'importe quel autre, n'ont qu'un seul sens : montrer comment les formes particulières que la dictature bourgeoise sur la société dépendent toujours au caractère invariant de cette dictature, et ils l'expliquent... C'est pourquoi nous essayons de les décrire en montrant la dialectique interne qui domine leurs changements, et non parce que nous considérons, d'une manière ou d'une autre, qu'il y a dans ces changements une sorte de vérité cachée.

Notre courant, la Gauche communiste d'Italie, a toujours dénoncé la démocratie comme la méthode de gouvernement préférée de la classe bourgeoise, soit

dans sa forme libérale primitive, soit dans sa version fasciste (ou blindée pour utiliser un terme un peu plus précis).

La crise capitaliste de 2008-2012 a renforcé l'illusion démocratique chez les prolétaires. Pendant ces années, loin d'assister à une rupture avec les concessions à la collaboration entre les classes qui est au cœur du système démocratique, on a assisté à une offensive bourgeoise réussie d'amortissement par le jeu électoral des tensions sociales qui s'accumulaient à la suite de la débâcle économique. Durant cette période tout notre travail (mené avec des forces numériquement réduites mais théoriquement et politiquement cohérentes) a eu pour but de montrer que la démocratie, autrement dit la croyance que la classe bourgeoise et la classe prolétarienne peuvent coexister dans un régime politique supposé bénéfique à l'une et à l'autre, était la pierre de touche de la conservation sociale.

Nous avons ainsi montré à la fois la réalité du moment (c'est-à-dire une classe prolétarienne qui, même quand elle était poussée à la lutte par la nécessité économique, retombait encore et encore dans les filets des courants opportunistes qui lui promettaient un système libéré des impuretés, des partis plus transparents ou un retour aux temps d'abondance passés) et la continuité historique de l'exercice de la domination implacable de la bourgeoisie, de la fonction de ses agents au sein du prolétariat et de son seul but de maintenir les prolétaires sous contrôle tout en renforçant la capacité de rivaliser avec les bourgeoisies étrangères rivales.

Face à la « conjoncture », le marxisme défend l'invariance parce que son travail critique vise à montrer à la classe prolétarienne les conditions réelles dans lesquelles son émancipation peut (et doit) avoir lieu et, par conséquent, à déchirer le voile de toutes les illusions provoquées par les changements superficiels et les variations ostentatoires mais vides que la bourgeoisie a appris à utiliser pour se renforcer.

De cette position, qui explique et défend la nature de *l'arme de la critique* marxiste contre toute prétendue innovation, amélioration ou adaptation, en découle une autre, celle de la *critique des armes*. Pour le marxisme, l'invariance de la nature de la domination bourgeoise correspond à l'invariance de la doctrine communiste : tant que les fondements de la société capitaliste restent constants, la nature de la lutte de classe prolétarienne reste également constante, sans qu'aucune « variation de conjoncture » ne puisse altérer les termes dans lesquels elle se développe.

De même que sur le plan théorique, le marxisme nie la validité de toute innovation, quelle qu'elle soit, sur le plan de l'action du parti, aussi bien sur le terrain

de l'intervention dans la lutte immédiate du prolétariat ou sur le terrain de la lutte politique générale (quelles que soient les forces dont dispose le parti, tous ces terrains font au moins potentiellement partie de sa sphère d'activité) ; il nie la possibilité qu'une quelconque forme de volontarisme, de recours à l'activisme, puisse forcer la situation, qu'elle soit favorable (ce qui n'est pas le cas aujourd'hui) ou défavorable (comme c'est le cas depuis des décennies).

Malgré les forces limitées dont dispose le parti aujourd'hui, son travail n'est marqué que par une différence quantitative par rapport à l'époque où celles-ci étaient beaucoup plus importantes. Le travail de développement théorique, d'évaluation politique, d'intervention dans la vie quotidienne et la lutte de la classe prolétarienne (tant dans le domaine spécifiquement syndical que dans d'autres domaines) font toujours partie, dans les limites de ce qui est possible, de l'action du parti.

Aujourd'hui où nous vivons une longue période où la lutte de la classe prolétarienne est pratiquement absente de la scène (ce qui est nouveau, d'ailleurs, pour le parti de classe), il est normal que le travail théorique occupe une place beaucoup plus importante dans le travail du parti, alors que dans un futur qui viendra sans aucun doute, l'action d'intervention politique et insurrectionnelle impliquera inévitablement la plus grande partie de l'activité du parti ; mais le travail théorique ne sera pas abandonné, comme Lénine et Trotsky l'ont démontré pendant la guerre civile russe contre les gardes blancs avec leurs travaux sur le renégat Kautsky et sur le terrorisme.

Si la difficulté de la période, qui n'est pas réactionnaire, mais de contre-révolution permanente depuis près de cent ans, devait modifier de quelque manière que ce soit cette perspective du travail révolutionnaire du parti de classe, cela impliquerait que la contre-révolution finirait par détruire définitivement le parti. C'est pour cette raison que, de même que le marxisme proscrit toute « analyse de la conjoncture » entendue dans les termes que nous avons exprimés ci-dessus, il oppose son veto à tout recours à des « évaluations stratégiques » qui cherchent à placer la volonté, « l'action concrète » ou tout autre fétiche similaire au centre de l'action politique. La situation n'est pas défavorable à cause d'un manque de capacité, d'un manque de plan ou de quelque chose de similaire... En venir à penser cela, c'est accepter comme point de départ les termes dans lesquels la bourgeoisie présente la réalité.

Cette perspective caractéristique des classes petite-bourgeoises est la base, le ferment d'un nouvel opportunisme (nouveau dans la forme, non dans le

contenu) qui, comme toujours, apparaît à cause de la pression que la petite bourgeoisie et sa conception de la réalité exercent sur la classe prolétarienne. Et, comme toujours, cette conception a pour noyau le recours à la démocratie (non pas bourgeoise mais « prolétarienne » ou « populaire », bien sûr...) comme méthode d'organisation, comme horizon politique, comme principale ressource théorique, etc.

Dans la société bourgeoise, il n'y a pas d'équilibre permanent. La nature même de la concurrence capitaliste oppose sans cesse les prolétaires aux bourgeois, les bourgeois aux bourgeois et les nations aux nations. La paix n'est durable ni entre les nations, comme le montre la récente guerre aux portes de l'Europe, ni entre les classes sociales. Quelle que soit la forme que prendra la tendance au déséquilibre, à la crise et à la guerre, l'essence de celle-ci sera intimement liée à la nature même du capitalisme. Et quand, avec les grands bouleversements sociaux à venir, les vieilles formules opportunistes réapparaîtront, l'éternel mot d'ordre démocratique, si nouvelle que puisse être sa forme, son contenu continuera à être le même, de même que la tâche du parti de classe contre lui.

(1) Dirigée par la ministre du travail Yolanda Diaz (ancienne militante du PCE), la coalition Sumar regroupe une quinzaine de formations, dont Podemos, Izquierda Unida (alliance autour du PCE), des organisations régionalistes, écologistes, etc.

Bilan de la lutte contre la «réforme» des retraites

(Brochure «le prolétaire»; N° 37; Juin 2023; A5; 56 p.; 2 €/4 CHF)

le prolétaire

parti communiste international (programme communiste)



Juin 2023

37

Rapports à la réunion générale

(16-17 décembre 2023 à Milan)

Cours de l'économie mondiale

(La première partie de cette série est parue dans « le prolétaire » n° 545, Juillet-Août 2022)

RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE MONDIAL

Le plongeon historique de l'économie mondiale à la suite des mesures prises lors de la pandémie a été suivi mécaniquement par un rebond mécanique lors que ces mesures ont été levées ; mais ce rebond n'aurait pas pu avoir lieu, ou en tout cas pas avec autant de force, sans les sommes massives injectées dans l'économie par les grands Etats. Cela a permis d'abord d'éviter que le système financier international craque sous le choc (au contraire l'afflux d'argent lui a permis de maintenir et d'accroître ses profits) et donc que se tarissent les financements indispensables à l'« économie réelle » ; et ensuite que l'activité économique en général reprenne avec vigueur, comme nous l'avons documenté dans les rapports précédents.

Ces sommes tirées des mesures financières dites « conventionnelles » (baisse des taux d'intérêts, emprunts, etc.) ou « non conventionnelles » (« quantitative easing » : rachat de titres par les banques centrales, chèques versés aux acteurs économiques, etc.) se sont traduites par une création monétaire d'une ampleur historique : 25% d'augmentation de la masse monétaire (M2) en 2020 (près du double du record des années 70) aux Etats-Unis, 12% (M3) dans la zone euro, la plus forte et la plus rapide augmentation depuis la création de la monnaie unique (1).

Cette création monétaire débridée signifiait une perte de la valeur de l'argent : elle ne pouvait que déboucher sur une vague d'inflation, ce qui s'est vérifié d'abord aux Etats-Unis, puis en Europe et dans le reste du monde. L'inflation a ensuite été accrue par la guerre en Ukraine qui a vu flamber les prix de l'énergie et à leur suite les prix de diverses matières premières.

C'est ainsi qu'en 2021 les prix de l'énergie avaient selon la Banque Mondiale déjà augmenté en moyenne de 80% (70% pour le pétrole), ceux des métaux de 48% et ceux des produits agricoles de 22%. Alors que les experts prévoient une baisse ou une stagnation en 2022, avec l'éclatement de la guerre en Ukraine les prix de l'énergie augmentaient encore en moyenne de 60% (le gaz naturel et le charbon ont atteint des records de hausse en Europe : respectivement 420% et 180% par rapport à leur

prix moyen des 5 années précédentes !) et ceux des matières premières agricoles de 9% (2).

Après avoir clairoonné que la poussée inflationniste n'était qu'un phénomène transitoire dû à la vive reprise économique post-Covid, les responsables économiques s'alarmèrent de sa durée et de son intensité sans précédent depuis plusieurs décennies, voire depuis les années 70 ; avant qu'elle devienne incontrôlable et dommageable pour l'économie, les Banques centrales mirent fin à la politique d'« argent facile » et enclenchèrent une hausse graduelle des taux d'intérêts tandis que les responsables politiques promettaient de réduire au plus vite les déficits et de restaurer les équilibres financiers et budgétaires. En conséquence le taux d'inflation commença à baisser au cours de l'année 2023 dans la plupart des pays, parfois de manière spectaculaire, même si elle est encore souvent à un niveau élevé (voir graphiques pour les différents grands pays, en rythme annuel) (3). (Nous mettons à part le cas de la Russie).

Après cette diminution de l'inflation, les prix à la production ont commencé à **baisser** dans un certain nombre de pays, surtout en Europe. En moyenne pour l'Union Européenne, la baisse était en octobre, en rythme annuel, (derniers chiffres connus) de 11,22%. En examinant les différents pays nous avons pour l'Allemagne une baisse de 11%, en Italie de 14%, Espagne 7,8%, tandis que la baisse n'était que de 1,6% pour la France (septembre) et, hors UE, de 0,6% pour la Grande Bretagne. Les derniers chiffres montrent une baisse des prix à la production également aux Etats-Unis en Chine, au Japon, en Corée. Ce phénomène est un indice de la prochaine entrée en récession de l'économie mondiale, ce qui est confirmé par les indices de la production industrielle de la plupart des principaux pays.

PRODUCTION INDUSTRIELLE

Comme nous l'avons souvent répété, les variations de la production industrielle sont un indicateur beau-

INDICE DE L'INFLATION (Source: FRED)

Etats-Unis (2000-2023)



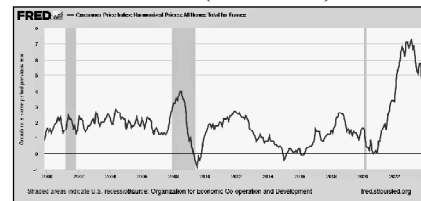
Royaume-Uni (2010-2022)



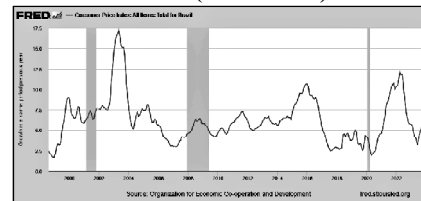
Allemagne (2000-2023)



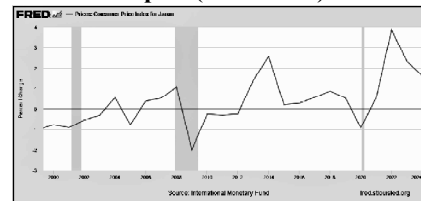
France (2000-2023)



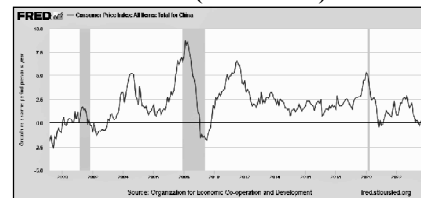
Brésil (2000-2023)



Japon (2000-2023)



Chine (2000-2023)



coup plus précis de la marche de l'économie que celles du Produit Intérieur Brut (PIB). Nous avons les chiffres suivants (4).

Etats-Unis : -0,7% ; Japon : -4,3% ; Union Européenne : -6,1% ; Allemagne : -3,68% ; Espagne : -1,36% ; France : -0,1% ; Italie : -2%. Par contre la production industrielle était en hausse en Grande Bretagne : 1,5%, en Chine : 4,5%, en Inde 5,8% (septembre) et en Corée, après des mois de baisse : 0,3%.

Commentaire : nous pouvons constater l'ampleur de la crise de 2008 ; pour de nombreux pays, elle n'était toujours pas surmontée en ce qui concerne la production industrielle quand a éclaté la crise du Covid. Font exception les USA, la Grande Bretagne, l'Allemagne et surtout l'Inde (qui s'est hissée au 5^e rang mondial) (5)

[La série de graphiques parus dans «le prolétaire» n° 545, Juillet-Août 2023, sur la variation historique de la production industrielle des plus grands pays reste d'actualité et de référence.]

Russie : le pays a été évidemment impacté par la guerre et les sanctions qui l'ont suivie. Il a connu une récession l'année dernière, mais moins forte que pronostiquée (PIB : -2%) et devrait enregistrer une croissance supérieure à 2% cette année.

Après avoir dépassé les 15% en rythme annuel en 2022, l'inflation était retombée en début d'année, mais elle est remontée au 3^eme trimestre 2023 et elle a atteint les 6,6% en octobre. La Banque centrale russe, qui donne tous ces chiffres (6) estime qu'elle atteindra les 7,5% à la fin de l'année : c'est pourquoi elle a fortement augmenté les taux d'intérêt, en les portant à 15% pour la maîtriser, au risque de faire retomber le pays dans la récession. Après avoir baissé en 2022, la production industrielle a recommencé à augmenter à partir du printemps de cette année pour atteindre 5,3% en octobre. Elle devrait augmenter encore l'an prochain si les autorités réussissent à mettre en œuvre leur projet de doubler la production d'armements et d'augmenter de 70% le budget militaire pour le faire passer de 3,9 à 6% du PIB.

Bref, l'économie russe a réussi, au moins jusqu'ici, surmonter le choc, grâce, selon les experts, aux revenus tirés du pétrole : si les exportations de gaz russe ont diminué de 25 % en 2022, les exportations de pétrole (dont la Russie est le 3^eme producteur mondial) ont augmenté de 7,6% selon le ministre russe de l'énergie (7), alors que le prix de celui-ci a fortement augmenté en 2022 et est resté élevé pendant une bonne partie de 2023. Même s'il semble que la Russie vende son pétrole à un prix plus

bas que celui du marché mondial, elle n'en a pas moins profité de rentrées financières abondantes qui ont irrigué son économie.

LES PRÉVISIONS DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES

Les organisations économiques internationales (FMI, Banque Mondiale, ONU, OCDE etc.), sont chargées de fournir des données, de présenter des prévisions et des recommandations censées orienter les décisions des grands capitalistes et des dirigeants des différents pays. Mais elles n'ont jamais prévu ni ne prévoient jamais de récession, de peur de porter atteinte à la « confiance » des acteurs économiques et ainsi de provoquer cette récession, (même si on doit remarquer que leur optimisme viscéral n'a jamais empêché les crises). Si donc nous n'accordons aucune confiance dans leurs prévisions, il n'est pas inutile de constater que ces organisations concordent pour prévenir d'un « ralentissement » de l'économie mondiale. Prenons deux exemples.

Selon les « Perspectives de l'économie mondiale » du FMI (octobre 23), l'économie mondiale passerait d'une croissance du PIB de 3% cette année à 2,9% l'an prochain, tandis que les pays « avancés » (les grandes puissances industrielles) passeraient de 1,5% à 1,4%. Pour l'OCDE (29/11/23) la croissance de l'économie mondiale devrait ralentir de 2,9% en 2023 à 2,7% en 2024, tandis que pour la zone euro elle devrait passer de 0,6% en 2023 à 0,9% en 2024. Donc pas de récession, mais un « atterrissage en douceur » de l'économie mondiale en 2024 (qui serait suivie d'une reprise en 2025), telle est la promesse de ces organisations.

Si pour avoir une image plus précise, nous nous référons, non plus aux prévisions mais aux données fournies par les instituts de statistiques des différents Etats européens nous voyons une baisse de 0,1% du PIB au troisième trimestre dans la zone euro (derniers chiffres connus) (8). Par pays, Eurostat donnait : Allemagne : -0,1% ; Espagne : +0,3% ; France : +0,1% (9) ; Italie : 0,0% ; les pays connaissant le plus fort recul étant l'Irlande (-1,8%) la Finlande (-0,9%) et l'Autriche (-0,6%). Pour la Grande Bretagne, l'ONS indiquait une croissance de 0,0% au troisième trimestre (10). L'Europe se dirige ainsi inexorablement vers la récession (certains pays étant déjà en récession) alors que les Etats Unis enregistraient encore une croissance de leur PIB de 1,1% au troisième trimestre : nombre d'économistes attendent une récession américaine pour le premier semestre 2024 (11).

AGGRAVATION DES CONTRASTES INTER-IMPÉRIALISTES ET DES TENSIONS SOCIALES

Quoi qu'il en soit de la pertinence réelle de tous ces chiffres, ils permettent de conclure à coup sûr au marasme de l'économie mondiale ; celle-ci vient de subir une série de chocs violents qui ont ébranlé les équilibres économiques, mais aussi politiques et sociaux : plongée brutale lors de la pandémie, poussée inflationniste jamais vue depuis des années ou des décennies, hausse la plus forte et la plus rapide des taux d'intérêt au niveau mondial depuis 40 ans (12), conséquences de la guerre en Ukraine, et menaces d'extension du conflit du Moyen-Orient ; les organisations économiques internationales avertissent des risques que fait courir à l'économie le niveau très élevé de l'endettement des pays (équivalent à 238% du PIB mondial en 2022). Inférieur à celui de la période du Covid, il est cependant reparti à la hausse, la Chine ayant connu la plus forte augmentation de la dette des entreprises (depuis les années 80 la croissance chinoise repose en partie sur l'endettement, public et privé). De nombreux pays, surtout « en développement », mais pas seulement, sont menacés de ne pas pouvoir rembourser leurs dettes.

Les difficultés économiques alimentent les rivalités entre les pays impérialistes, y compris entre « alliés » ; l'administration américaine de Biden a continué sur la voie de Trump en mettant en œuvre des mesures de type protectionnistes (« Inflation Reduction Act », etc.) qui pénalisent les capitalistes européens tout en s'attaquant aux intérêts du capitalisme chinois ; elle utilise la guerre en Ukraine pour affaiblir la compétitivité des Européens et leur prendre des parts de marché (armements et autres). Mais sur le plan de l'énergie, elle n'arrive pas à imposer sa loi aux pays producteurs, de la même façon qu'elle a le plus grand mal à se faire obéir par des puissances de second rang, d'Israël à la Turquie.

Sur le plan social les perturbations économiques ont eu des conséquences importantes, selon les organisations internationales elles-mêmes, suivant les pays : augmentation de la pauvreté de la misère et de la faim, baisse brutale des salaires réels entraînant des difficultés plus grandes pour maintenir la paix sociale.

Nous avons consacré plusieurs articles de notre presse à des épisodes aussi significatifs que les vagues de grève en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis qui tranchent avec l'apathie des

(Suite en page 8)

Cours de l'économie mondiale

(Suite de la page 7)

années antérieures (sans parler des agitations en France ou ailleurs). Il serait illusoire de prendre ces épisodes pour le début de la reprise de la lutte de classe au plein sens du terme. Mais ils démontrent que les secousses économiques du capitalisme qui obligent le capitalisme à attaquer plus durement les prolétaires, pousse inévitablement ces derniers à la lutte. Les secousses encore plus grandes qui s'annoncent avec la récession qui vient, seront suivies de luttes elles aussi plus intenses et étendues au cours desquelles les prolétaires devront s'affronter non seulement aux capitalistes et à leurs Etats mais aussi à leurs chiens de garde politiques et syndicaux.

Les bourgeois le savent et s'y préparent ; nous devons aussi le savoir et nous y préparer, en essayant d'y préparer, dans la mesure de nos moyens, les prolétaires réceptifs à nos positions.

(1) cf. *Bulletin de la Banque de France* n°239/2. M1, M2 et M3 sont des agrégats statistiques plus ou moins larges, de la masse monétaire.

(2) cf. World Bank, *Commodities Market Outlook*, octobre 2021 et octobre 2022

(3) source: *trading economics*, variations sur un an, d'après les institutions statistiques nationales respectives.

(4) ibidem (chiffres de septembre) et Eurostat octobre 2023. Chiffres de toute l'« industrie » (y compris le secteur de l'énergie et des mines) moins la construction, en rythme annuel.

(5) Avec 5,1% de la production « manufacturière » (usines) mondiale, elle se classe selon l'ONU derrière la Chine (28,7%), les USA (16,8%), le Japon (7,5%) et l'Allemagne (5,3%), mais devant la Corée du Sud (5%), l'Italie (2,1%), la France (1,9%), la Grande Bretagne (1,8%) et l'Indonésie (1,6%). Chiffres pour 2019 selon la « valeur ajoutée » en dollars courants.

(6) *The Guardian*, 27/10/23

(7) *Les Echos*, 13/2/23

(8) Eurostat, Evolution rapide du PIB pour le 3^{ème} trimestre 2023, 14/11/23.

(9) Mais, selon l'INSEE du 29/11/23, le PIB en France avait en réalité commencé à baisser au 3^{ème} trimestre : -0,1%.

(10) *Office for National Statistics*, 10/11/23

(11) BNP Paribas, *Eco week*, 27/11/2023

(12) World Bank, *Global Economic Prospects*, juin 2013

Bangladesh Contre l'exploitation bestiale du capitalisme ! Vive la lutte des prolétaires du textile !

DU RANA PLAZA ...

Dans une prise de position du 20 mai 2013 (1) sur l'écroulement de l'immeuble-usine du « Rana Plaza » – haut de 9 étages et fragilisé après une surélévation de 3 étages – provoqué par les surcharges d'utilisation et le non-respect des plus élémentaires règles statiques de construction, entraînant à la mort immédiate, en quelques secondes, au moins 1140 ouvrières et ouvriers et blessant des milliers d'autres, tous travaillant pour les majors mondiaux occidentaux de la mode et du prêt-à-porter, nous avions souligné que ni les repentances bourgeoises de ces barons du vêtement, ni les simulacres d'actions en justice et les promesses des autorités bangladaises de « changer les choses », ne modifieraient en rien à l'avenir les conditions bestiales de travail et d'existence des prolétaires du Bangladesh.

Depuis ce drame, l'Etat et le patronat n'ont cessé d'exercer avec constance la pire des exploitations des prolétaires, littéralement enchaînés à leurs conditions d'esclaves du capital, et cela dans tous les secteurs d'activité, dont l'industrie textile. Parmi les mesures de poudre aux yeux que le gouvernement a utilisées pour calmer les esprits et afficher une certaine « dignité » de façade, il y a eu la nomination d'une nouvelle « commission des salaires » rassemblant les politiciens et les patrons, chargée de fixer les salaires supposés être minimaux, pour une période de 5 ans, en assortissant la convention salariale d'une clause de réajustement à l'inflation (2). Cette stratégie devait permettre à l'Etat et aux patrons de « réguler » le niveau salarial, de bayer contractuellement les protestations des prolétaires sur l'appauvrissement permanent qu'ils subissent et d'entraver ainsi les luttes ouvrières, grèves, sabotage d'usines, manifestations violentes.

A ce sujet, en 2010, le cynisme de la Commission gouvernementale et patronale pour la fixation des salaires, révèle à l'état brut ce qu'est la force de travail du prolétaire : une marchandise dont la valeur est celle de sa reproduction, c'est-à-dire pour ce qui est des besoins vitaux de base, permettre au moins aux prolétaires de se nourrir. Cela se mesure en calories, avant de traduire cela en takas ! Le président de cette commission, le juge Ikteder Ahmed, déclarait en effet que pour calculer le salaire ouvrier il fallait se baser sur le nombre

de calories qui le tiendrait en vie : « 3200 calories par jour, soit environ 27 euros par mois », pour 10 heures de travail par jour, 6 jours par semaines (3). La généreuse et scientifique commission proposait alors de faire passer le salaire de 1800 takas (alors 19 euros) à 3000 takas (32,6 euros) ! Le problème des bas salaires, selon Mustafizur Rahman, économiste, « ... c'est que si les salaires augmentent, les usines achèteront des machines et embaucheront moins » (4) ! Encore un chantage !

Il est difficile de connaître toutes les luttes et révoltes qui ont eu lieu depuis le drame du Rana Plaza, mais signalons quelques exemples, tous liés au niveau du salaire ne permettant pas d'assurer le minimum vital aux familles, dans l'obligation le plus souvent d'envoyer leurs enfants travailler dans des conditions encore plus misérables et de travailler au-delà des heures légales quitte à sauter le repas de midi.

En janvier 2019, face aux impossibilités d'assurer leur subsistance et leur loyer, 52 usines textiles sont mises à l'arrêt par une grève pour réclamer une augmentation des salaires. Pour faire face à leurs besoins, les prolétaires n'ont d'ailleurs d'autre ressource que d'emprunter de l'argent à des usuriers sans scrupules, qui, profitant de leur désarroi, pratiquent des taux très élevés. L'endettement moyen du prolétaire bangladais est d'ailleurs aujourd'hui de 70.000 takas. La répression de cette grève sera particulièrement féroce et les patrons y participeront avec leurs nervis aux côtés de la police. Cette répression se comblera avec l'action modératrice syndicale. Babul Akhter, secrétaire syndical déclarera : « Ils [les ouvriers] ne devraient pas le rejeter [l'accord sur les salaires] et devraient calmement retourner au travail » (5).

Au Bangladesh, il n'y a pas que le textile qui bouge, en août 2022, 150.000 ouvrières et ouvriers du thé, soumis à des salaires encore plus bas que dans le textile, se mettent en grève en réclamant une augmentation salariale de 150 %, leur salaire plafonnant à 1 \$ par jour. Les travailleurs du thé sont d'origine hindous de caste inférieure, ce qui donne encore plus le droit aux patrons de les exploiter comme des bêtes.

Enfin, en novembre 2021 se déclenche à Dacca une grève des transporteurs contre l'augmentation vertigineuse du prix du carburant et le refus du gouvernement de compenser la hausse par des subventions.

... AUX GREVES DE 2023

Pour en venir aux prolétaires du textile, en 2018, le salaire courant était fixé à 8000 takas (environ 65 €) pour la période contractuelle de 5 ans, donc jusqu'en 2023. 5 années durant lesquelles l'inflation, rarement compensée – mais aussi le non-respect habituel des accords salariaux surtout et systématiquement chez les sous-traitants des entreprises en contrat avec les majors occidentaux du vêtement – a largement amputé le déjà maigre « pouvoir d'achat » des prolétaires, qu'il serait plus juste de taxer de « pouvoir de survie ». Par exemple, les loyers représentant entre 5000 et 6000 takas, que restait-il aux prolétaires pour se nourrir, se vêtir, se soigner ? La crise provoquée par la Covid puis aggravée par la guerre ukraino-russe a généré une forte inflation au Bangladesh. En 2022, l'Etat ne pouvant pas assurer la fourniture d'énergie sera dans l'obligation de restreindre celle d'électricité. Il devra aussi augmenter l'aide alimentaire à la population pour éviter le pire. La mesure monétaire qu'il prendra sera de dévaluer le taka de 25%, ce qui contribuera certainement à aider les exportations industrielles devenues d'autant moins chères, donc une mesure en faveur des patrons exportateurs, mais pas des prolétaires. Durant cette période de blocage des salaires, l'inflation a grimpé de 31,86% et cette progression explique la gravité de la condition économique du prolétariat bangladais.

Fin octobre 2023, pour relever les contrats salariaux, la BGMEA (l'association bangladaise des fabricants et exportateurs de vêtements) proposait une augmentation de seulement 25%, soit environ 2000 takas, portant le salaire à environ 10.000 takas, une vraie misère. Le 7 novembre, sous la pression des manifestations et de la montée de la colère ouvrière, la commission des salaires proposera, comme offre finale, un salaire de 12.500 takas, toujours largement en dessous de ce qui est nécessaire pour couvrir les besoins élémentaires des travailleurs. De leur côté, les travailleurs du textile réclamaient depuis le début de l'année un salaire de 23.000 takas pour pouvoir vivre sobrement certes, mais plus dignement.

En réaction, les travailleurs du textile, début novembre, commencent par descendre dans la rue, puis lancent leur mouvement de grève, bloquent les usines et dressent des barricades, unis en bloc autour de cette revendication des 23.000 takas. La grève se terminera le 15 décembre après 3 semaines de lutte intense. Comme d'habitude, les travailleurs doivent affronter la répression la plus dure : 4 travailleurs sont morts, un syndicaliste lynché à mort par les nervis patronaux, sans compter des arrestations en grand nombre, 140 au to-

tal, et 10.000 grévistes qui font l'objet de poursuites judiciaires pour violence et qui pour une grande partie d'entre eux seront condamnés à la prison, comme cela c'est déjà produit dans d'autres luttes, notamment en 2019. Il y a aussi les représailles patronales, dont de nombreux licenciements et la chasse systématique aux travailleurs et travailleuses les plus combattifs.

La grève s'était étendue rapidement à 150 entreprises, mais pour empêcher qu'elle ne s'étende encore plus et pour diviser les travailleurs en amenant les non-grévistes à s'opposer avec force aux partisans de la grève, les patrons imposèrent un lockout sur 600 entreprises.

LA QUESTION DES SYNDICATS

Les rouages de l'intégration syndicale aux mécanismes démocratiques de la collaboration de classe, ne sont de loin pas aussi développés qu'en occident, la force brute restant le moyen principal pour faire plier les prolétaires en lutte, qui d'autre part ne sont pas de nature à faire confiance aux compromis bureaucratiques qui leur sont toujours très défavorables. Mais les syndicats (6), quand ils ne sont pas des « syndicats maison », c'est-à-dire organisés directement par les patrons dans leurs entreprises, aspirent à participer au maintien et à l'équilibre de l'ordre social et à l'engagement des prolétaires dans le dialogue et la paix sociales. Les entraves politique et bureaucratiques mises en place par l'Etat et les patrons rendent toujours la création de syndicats très difficile. Pour le réformisme et l'opportunisme, cette difficulté crée toutefois un terrain propice d'utiliser la lutte prolétarienne afin d'obtenir une reconnaissance politique de l'Etat dans leur rôle de garant de l'ordre social, en opposant les inconvénients des grèves incontrôlables pour le capital aux avantages de la négociation collective statutaire comme passage obligé de la contestation ouvrière.

Talisman Akhter du BGWS exprimait en filigramme cette quête d'une reconnaissance par l'Etat et le patronat, des syndicats comme partenaires sociaux responsables et soucieux de l'« intérêt général », c'est-à-dire l'intérêt capitaliste, de la manière suivante : *« La colère des ouvriers a été alimentée par la hausse du coût de la vie, avec des denrées de base qui sont devenues inabordables, mais la violence s'exprime d'autant plus facilement que les syndicats ne sont autorisés que sur le papier et sont contrôlés par les propriétaires d'usine. »* (7). Le rôle des syndicats est donc bien dans cette perspective de contribuer à écarter la violence dans les luttes prolétariennes, violence dont la grève, qui attaque di-

rectement les profits patronaux, est déjà le premier échelon.

SEUL LE PROFIT FAIT LA LOI !

Le Bangladesh ne survit que grâce à son industrie textile, mais c'est un secteur où la concurrence internationale est très rude, en particulier en Asie où les principaux fabricants que sont la Chine, le Bangladesh, le Vietnam, l'Inde, Hong-Kong et l'Indonésie se livrent à une guerre des prix sans fin et sans pitié. Dans ce secteur organisé sur le mode des manufactures, les coûts de production dépendent principalement du niveau des salaires, donc les prolétaires sont pressurisés jusqu'à leur dernière goutte de sueur. Tous les acheteurs occidentaux se taisent face aux conditions de vie esclavagistes réservées aux prolétaires du textile bangladais – et de ceux des autres pays en Asie – et lorsque leurs lèvres semblent s'entrouvrir, ce n'est que pour lâcher quelques mots lénifiants sur leur grande humanité soucieuse du bien-être des travailleurs ; et que pour mieux cacher leur avidité de profit derrière des chartes de bonne conduite reléguées au fin fond des annexes de leurs contrats commerciaux et que les industriels bangladais ne respecteront jamais, puisque déjà leurs sous-traitants ne sont pas soumis au respect du salaire minimal et puisque les contrôles se font dans la bienveillance des intérêts bien compris des deux parties contractuelles. D'un autre côté, les patrons bangladais se font aussi une virginité en se plaignant de ces pantins d'occidentaux qui leur font la morale pour augmenter les salaires de leurs travailleurs, mais qui de toute façon ne sont pas prêts à payer un centime de plus la marchandise et leur font le chantage d'aller voir ailleurs pour avoir de meilleurs prix (comme en Mongolie et même en Afghanistan) ! C'est cela le capitalisme, c'est cela la « morale » du capitalisme !

*

La grève de l'année passée n'aura pas réussi à faire plier les patrons et l'Etat, mais ce n'est pas une défaite. Tous les prolétaires ont gagné en renforçant leur organisation, leur capacité de lutte, de sacrifice, d'unité et de solidarité, c'est-à-dire en se renforçant sur les bases fondamentales de la lutte classiste et sans dévoiement de ses objectifs matériels. Mais aujourd'hui, la lutte doit encore se prolonger par la défense des travailleurs licenciés, emprisonnés ou encore en attente d'un jugement. Les prolétaires du Bangladesh doivent aussi agir pour que leur unité ne soit jamais brisée par l'influence idéologique des bourgeoisies claniques de communautés nationales ou

(Suite en page 10)

Ce ne sont pas les actions terroristes du Hamas mais la lutte de classe indépendante et la solidarité prolétarienne de tous les pays qui pourront mettre fin à l'oppression des Palestiniens !

(Suite de la page 1)

où il s'était réfugié.

Palestine: un prolétariat et un peuple condamnés à être massacrés.

Israël: un État né de l'oppression du peuple palestinien et un prolétariat juif prisonnier des avantages immédiats et complice de cette oppression.

Une oppression qui n'aurait pas la force qu'elle a et ne durerait pas aussi longtemps si elle n'était pas soutenue, nourrie, alimentée par les puissances impérialistes occidentales qui ont constitué avec Israël une forteresse à leur image et ressemblance au Moyen-Orient en utilisant comme fonction hégémonique les relations étroites avec les communautés juives américaines et européennes afin de maintenir vivante la défense des intérêts impérialistes au delà des intérêts spécifiques et « nationaux » de la bourgeoisie israélienne.

Une oppression que les puissances démocratiques occidentales doivent faire passer comme une « nécessité vitale » du peuple juif dont, hier, elles se sont rendues complices de l'extermination réalisée par le nazisme, et auquel aujourd'hui, sous la forme de l'État-gendarmerie des intérêts impérialistes occidentaux appelé Israël, elles paient cette dette historique au profit d'une bourgeoisie « nationale » à laquelle elles permettent d'exploiter une masse prolétarienne palestinienne à très bas prix et de réprimer, par des méthodes violentes considérées comme les plus efficaces, toute tentative de lutte ne serait-ce que

sur le terrain de la défense économique et immédiate.

Une oppression dont l'efficacité et la durée dans le temps sont dues aussi à la passivité générale des prolétaires européens et américains qui ont déserté depuis des décennies la lutte de classe, abreuvés qu'ils le sont depuis des générations, d'illusions démocratiques et collaborationnistes.

Aussi lointaine que puisse paraître la lutte de classe du prolétariat dans les pays occidentaux, c'est la seule voie par laquelle la classe prolétarienne des pays impérialistes, d'Occident et d'Orient, qui soutiennent la bourgeoisie israélienne ou la bourgeoisie palestinienne, peut se racheter en engageant enfin une lutte sans relâche contre les vrais ennemis de classe : les impérialistes, forces supérieures de l'oppression de tous les peuples, de toutes les nationalités.

Le prolétariat palestinien ne réussira jamais seul à se libérer de sa propre bourgeoisie et encore moins de la bourgeoisie israélienne. Il s'est déjà trouvé à plusieurs reprises dans la même situation depuis 1948, lorsque l'État d'Israël s'est imposé par la violence et a continué à occuper par la violence les terres palestiniennes. Les luttes menées par les différentes formations bourgeoises palestiniennes armées à partir des années 60 étaient déjà imprégnées d'un nationalisme vendu à des puissances étrangères dont elles recevaient le soutien et les directives, et qui n'avait rien à voir avec l'esprit et la poussée « nationale-révolutionnaire » indépendantiste qui

caractérisaient les luttes contre l'oppression nationale en Algérie, au Congo et, plus tard, en Angola et au Mozambique et qui avait longtemps caractérisé la révolte spontanée du prolétariat palestinien.

Dans les plans des impérialistes vainqueurs de la Seconde Guerre mondiale, en particulier du Royaume-Uni, de l'URSS et, plus tard, des États-Unis, toute la région du Moyen-Orient – gonflée de pétrole et disposant de voies de communication stratégiques comme le canal de Suez, la mer Rouge, le golfe Persique – revêtait inévitablement une importance vitale pour le capitalisme mondial. Si les peuples arabes de cette vaste région avaient eu la force de se révolter contre les Britanniques et les Français comme ils se sont révoltés contre les Ottomans pendant la Première Guerre mondiale, ils auraient pu causer de graves problèmes aux impérialismes britannique et français et, à terme, aux impérialismes russe et américain qui, bien entendu, n'avaient nullement l'intention de rester à l'écart de cette région.

« C'est l'impérialisme », écrivions-nous en 1958, *en découvrant et en exploitant les gisements pétroliers d'Arabie, et en insérant les États arabes nés de la désintégration de l'Empire ottoman dans le grand réseau des trafics marchands, surtout pétroliers, qui a préparé « le baril de poudre » qui aujourd'hui [1958, NdR] explose ici et là. C'est lui qui, en promettant aux Arabes l'indépendance pour les avoir comme alliés contre les Turcs ou les Allemands, et aux Juifs le foyer palestinien pour s'assurer le soutien du grand capital et des pauvres mais prolifiques minorités juives dans les pays occidentaux, a créé les prémisses de la tension qui déchire le Proche-Orient, d'autant plus qu'entre-temps les États arabes se sont renforcés économiquement et qu'Israël est devenu le grand centre d'une industrie et d'une agriculture ultra-rationalisées. » (1)*

Or, la tension par laquelle le Proche-Orient était déchiré depuis longtemps ne s'est jamais calmée, au contraire elle s'est accentuée. Ce que craignaient alors les impérialistes, c'était que les peuples arabes luttent pour arriver à une unification panarabe et à un État supranational, comme c'était dans les plans de la Syrie et de l'Égypte. Mais cette unification n'a pas eu lieu en raison de nombreux facteurs historiques et contingents, y compris la rivalité traditionnelle entre tribus et cheikhs, renforcée et non atténuée au cours du temps par la découverte du pétrole et

Bangladesh ...

(Suite de la page 9)

religieuses. Dans l'avenir, ils doivent donc défendre leur unité de classe au-delà des castes et des confessions religieuses pour ne pas tomber dans les bras de celles-ci qui, dans cette aire continentale, ne cessent de progresser et de répandre leur poison.

(1) Voir cette prise de position sur notre site <https://www.pcint.org>, rubrique « Prises de positions » puis « archives », sous le titre « Hécatombe de prolétaires au Bangladesh: capitalisme assassin ! » du 13 mai 2013.

(2) En 2013, le gouvernement avait déjà introduit une clause d'augmentation des salaires de 5% annuellement

pour compenser l'inflation. Mais dans les faits cette règle est pratiquement toujours contournée de diverses façons, légales et illégales. Aujourd'hui, en plus des 23.000 takas, les syndicats revendiquaient d'augmenter à 10% cette compensation à l'inflation. Au cours de ces dernières décennies, le salaire a évolué ainsi : 1983 : 627 Tk ; 1994 : 940 Tk ; 2006 : 1662 Tk ; 2010 : 3000 Tk ; 2013 : 5300 Tk ; 2018 : 8000 Tk.

(3) Cf. « Le Monde », 18/08/2010

(4) Ibid.

(5) Cf. « Le Monde », 14.01.2019

(6) Parmi les principales organisations syndicales: le BGIWF (Bangladesh Garment Industrial Workers Federation) ; le NGWF (National Garment Workers Federation) ; le BGWUC (Bangladesh Garment Workers Unity Council) ; le BGWS (Bangladesh Garment Workers Solidarity)

(7) Cf. « Le Monde », 17.11.2023

(8) Ibid.

l'intervention des puissances impérialistes rivales à leur connaissance des déserts et de l'exploitation des masses déshéritées et prolétarisées non seulement de la vaste région du Moyen-Orient, mais venant aussi d'Asie centrale et d'Extrême-Orient.

La lutte pour l'autodétermination du peuple palestinien aurait pu s'insérer dans le grand cycle des luttes anticoloniales qui s'était ouvert après la fin de la seconde guerre impérialiste mondiale, et dans la seconde moitié des années 1960. Mais le gigantesque potentiel de classe représenté par le prolétariat et les masses prolétarisées palestiniennes, tout en se manifestant à travers leur lutte armée et indomptable en Palestine, au Liban, en Syrie, en Jordanie, n'exprimait pas un programme politique autonome, **de classe**, capable de guider le mouvement national. Ce programme politique révolutionnaire de classe n'était pas non plus présent et opérationnel sous la forme de l'Internationale prolétarienne communiste, désormais détruite et effacée depuis quarante ans. Par ailleurs, les forces politiques « de gauche » qui formaient la « résistance palestinienne », et qui se proclamaient « marxistes », étaient si imprégnées de l'opportunisme de marque stalinienne qu'elles ne pouvaient produire que des programmes politiques et des directives enfermant de plus en plus le « mouvement de libération » palestinien dans les jeux réactionnaires des oligarchies arabes et des pays impérialistes. Non seulement la grande aspiration à l'unification arabe de l'Océan Atlantique à la Mer Rouge s'éteignit rapidement, mais aussi l'illusion d'une émancipation palestinienne de l'oppression israélo-occidentale-arabe grâce à une lutte de « résistance » dirigée par les intérêts d'une bourgeoisie palestinienne corrompue et vendue au plus offrant, soutenue tantôt par un bloc impérialiste tantôt par un bloc concurrent, se heurta inexorablement à la défaite la plus tragique.

Le même opportunisme de marque stalinienne ou social-démocrate influençait aussi fortement les prolétaires occidentaux, et en particulier européens, les seuls qui auraient pu représenter l'allié fidèle dans la lutte contre le même ennemi, les classes dirigeantes bourgeoises, qu'elles soient israéliennes, arabes, françaises, anglaises, américaines ou russes. La passivité des prolétaires d'Europe à l'égard de la lutte du prolétariat palestinien ne s'exprima pas seulement en l'abandonnant à son destin, tout en maintenant des rapports de collaboration étroite avec leurs bourgeoisies nationales pour préserver ce qui pouvait passer, par rapport aux conditions de survie des prolétaires palestiniens, pour des privilèges économiques et politiques acquis au fil des ans.

Elle s'exprimait également, à travers les multiples forces politiques soi-disant « communistes », en alimentant l'illusion que la solution de la « question palestinienne » était de décréter, à travers l'ONU et les différents accords entre les gangsters impérialistes, l'existence de deux États sur le même territoire.

La « résistance palestinienne », qui est encore invoquée par des soi-disant révolutionnaires communistes, actuellement représentée principalement par le Hamas à Gaza et l'ANP en Cisjordanie, sert aujourd'hui plus qu'hier à tromper et à paralyser les masses prolétariennes et prolétarisées palestiniennes non seulement en Palestine, mais aussi en Jordanie, au Liban, en Syrie, où elles se trouvent dans les fameux « camps de réfugiés », et partout où elles sont exilées, afin que leur réaction aux massacres continuels dont elles font l'objet ne s'oriente pas enfin vers la lutte de classe, la seule lutte qui les mettrait non seulement dans des conditions d'indépendance et d'autonomie vis-à-vis de toute force bourgeoise et collaborationniste, mais qui ouvrirait aussi la possibilité d'élargir la solidarité de classe avec les prolétaires des autres États arabes, avec le prolétariat d'Israël et avec le prolétariat des pays impérialistes, avant tout des pays européens.

Le chemin de la lutte de classe est sans doute long et difficile, mais c'est la seule perspective dans laquelle les faits matériels qui sont à la base de l'antagonisme entre les masses prolétariennes et les bourgeoisies dans tous les pays, poussent historiquement à la fin de toute oppression, de toute exploitation, de toute guerre par la lutte de classe révolutionnaire.

La mobilisation dans plusieurs métropoles occidentales depuis que les troupes israéliennes ont envahi la bande de Gaza, rasé les villes du nord, la ville de Gaza elle-même et procédé de la même manière dans le sud de la bande, vers laquelle Israël avait lui-même poussé plus d'un million et demi de Palestiniens du nord, où l'on salue la « résistance palestinienne », en agitant le drapeau palestinien et appelant à l'aide humanitaire et à la fin de la guerre, n'est qu'une démonstration d'une solidarité vide envers un peuple dont le énième massacre est permis, organisé et perpétré par « la seule démocratie du Moyen-Orient » protégée, soutenue et alimentée par les grandes démocraties occidentales, et surtout américaine !

Ce n'est pas la première guerre qui éclate entre Israël et Gaza, ou plutôt entre Israël et les Palestiniens. Gaza est en train de connaître le sort de Tall-el-Zaatar, lorsque ce camp de réfugiés palestiniens a été détruit et que ses habitants ont été massacrés avec une férocité sans précédent. Mais Gaza est gouvernée et contrôlée par le Hamas et elle est deve-

nue le centre de l'influence iranienne dans une enclave aux frontières d'Israël, ce qui est insupportable pour tout gouvernement de Tel-Aviv, qu'il y ait ou non Netanyahu sa tête. Ainsi, au-delà du fait que Netanyahu et son gouvernement se sont laissés surprendre par l'attentat meurtrier du 7 octobre, au cours duquel les milices du Hamas et ses alliés jihadistes ont massacré, en une seule journée, plus de mille deux cents kibboutzim, pour la plupart des prolétaires israéliens et bien peu de soldats, et pris plus de 200 otages, et au-delà des accusations de corruption dont Netanyahu a tout intérêt à se soustraire, il reste le fait que la réaction israélienne – que les pacifistes de Washington ont qualifiée de « disproportionnée » – en bombardant aveuglément les villes palestiniennes densément peuplées et en tuant plus de 25 000 civils, femmes, enfants et vieillards compris, répond à la logique implacable d'une guerre où « l'ennemi » n'est pas seulement une milice armée, mais tout le peuple dont la milice fait partie.

(Suite en page 12)

« Il Comunista »

N° 179 Settembre-Ottobre 2023

Nell'interno

- Alla prolungata fase di depressione della lotta di classe del proletariato non si risponde con nuove forme di democrazia ma con la difesa tenace della prospettiva rivoluzionaria
- La storia mediorientale degli ultimi cent'anni
- Giulia, massacrata perché non voleva essere proprietà di un uomo
- Guerra in Palestina Posta in gioco imperialista e prospettiva proletaria
- La guerra in Ucraina prosegue anche se i media se ne occupano marginalmente
- Il capitalismo è sempre necessariamente aggressivo
- Alcuni punti fermi sulla «questione palestinese»
- La working class americana s'è risvegliata?
- USA: 50 giorni di sciopero alla Ford, Stellantis e GM
- Cavalcavia Venezia-Mestre: una strage annunciata!
- Nota di lettura. Rinnovata attenzione sulla Frazione di Sinistra del PCd'Italia
- Spagna. Murcia:
- Isola di Maui (Hawaii)
- Al lavoro come in guerra!
- Repubblica Ceca. I lavoratori devono prendere in mano la loro lotta!

Bimonthly newspaper - **Price one copy**
2 €, 5 CHF, £ 1,5 - **Annual subscription:** 10 €; 25 CHF; £ 7,5 - **Subscription of solidarity:** 20 €; 50 CHF; £ 15

E-mail: ilcomunista@pcint.org

Ce ne sont pas les actions terroristes du Hamas mais la lutte de classe indépendante et la solidarité prolétarienne de tous les pays qui pourront mettre fin à l'oppression des Palestiniens !

(Suite de la page 11)

C'est la logique implacable des massacres fascistes et nazis, des massacres des Béréts Verts au Viêt Nam et au Cambodge, sans parler des bombes atomiques larguées sur Hiroshima et Nagasaki, qui démontre que la guerre menée par la bourgeoisie contre un peuple considéré comme ennemi est une guerre totale. Dans des guerres comme celles-ci, le prolétariat est en fait la cible principale, car toutes les classes bourgeoises savent que s'il existe une force sociale capable de s'opposer à elle d'une manière décisive et avec de sérieuses chances de la vaincre, c'est bien la classe du prolétariat, surtout si elle est dirigée par le parti de classe, comme ce fut le cas en Russie en 1917. Et quand à la tête du prolétariat il n'y a pas le parti de classe, mais les partis de la collaboration interclassiste, et c'est le cas en Palestine, la classe dominante a atteint en grande partie l'objectif de détourner l'énergie prolétarienne sur le terrain le plus favorable à elle, sans avoir à le réprimer systématiquement.

Dans le cas des Palestiniens, cependant, c'est leur poussée incessante à la révolte contre l'oppression et la répression d'Israël qui pousse à son tour l'État sioniste à une répression toujours plus brutale, toujours plus violente ; une répression qui ne peut être arrêtée par aucune attaque terroriste, tant est grande la soif de terre et de pouvoir absolu dont la bourgeoisie israélienne fait preuve depuis sa configuration en Palestine après la Seconde Guerre mondiale. Au jeu impérialiste, d'abord franco-britannique, puis surtout américain, répond la constitution de l'État d'Israël, fidèle gendarme et bourreau en terre arabe et dans une région stratégiquement vitale pour le capitalisme mondial.

Mais la guerre actuelle d'Israël contre Gaza et les Palestiniens, qui vise aussi comme toujours le Liban et la Syrie, a été déclenchée dans un contexte international déjà très tendu à cause de la guerre russe en Ukraine, et dans un contexte où l'économie mondiale est au bord d'une récession de grande ampleur. C'est pourquoi l'affrontement qui semble limité entre Israël et une milice terroriste bien organisée et soutenue par les ennemis d'Israël, prend inévitablement une toute autre dimension, une dimension où les grands trusts non seulement du pétrole et du gaz, mais aussi des ar-

mements, entrent puissamment en jeu.

En tant que marxistes, nous savons que ce ne sont pas les États qui contrôlent les capitaux, mais ce sont les capitaux qui contrôlent les États, à plus forte raison dans la phase impérialiste où règne le capitalisme financier. L'intérêt prioritaire du capital financier est non seulement de profiter de toutes les situations où il peut spéculer, mais aussi de créer les conditions les plus propices à cette spéculation. Qu'y a-t-il de mieux qu'une guerre commencée, ou à commencer, et à continuer dans le temps et l'espace pour accroître les profits à une vitesse toujours plus grande, car en temps de guerre, toute arme, tout système d'armes, tout moyen, tout équipement et toute infrastructure sont destinés à s'user rapidement et à être continuellement remplacés par d'autres armes, équipements, etc. , qui nécessitent d'énormes investissements, donc d'énormes capitaux ?

L'imbrication entre les intérêts financiers des grandes sociétés financières mondiales, les intérêts des grandes multinationales qui produisent tout ce qui est consommé rapidement et en quantités énormes (comme les médicaments en cas d'épidémie et de guerre, les armements, les matières premières pour la production d'énergie, la haute technologie, etc.) et les intérêts politiques des grands États impérialistes, dépasse de loin les tentatives des capitaux marginaux et des petits États de se soustraire à l'influence dévastatrice du grand capital pour devenir « autonomes ».

Mais parmi ces intérêts, il faut aussi considérer un autre élément, la main-d'œuvre salariée, source réelle, à travers son exploitation, de la valorisation du capital. Il est en effet dans l'intérêt du capitalisme que le prolétariat de tous les pays reste une classe soumise au travail salarié, une classe pour le capital, comme disait Marx, et tous les moyens économiques, idéologiques, politiques, sociaux, religieux et répressifs que les

classes dominantes estiment devoir utiliser pour que les prolétaires n'échappent pas à leur condamnation sont légitimes. D'un côté, on les appelle à voter, de l'autre on les massacre parce qu'ils se rebellent et on les massacre s'ils osent s'organiser et répondre par la violence à la violence.

Cependant l'histoire nous enseigne que le prolétariat, quelle que soit sa nationalité et la couleur de sa peau, où qu'il se trouve dans le monde, peut transformer sa force sociale indispensable au capitalisme pour valoriser le capital – et donc de son exploitation perpétuelle – en fossoyeur de celui-ci, en une force détruisant l'organisation sociale capitaliste et, avec elle, la classe bourgeoise qui en personnifie les intérêts, ouvrant enfin à l'humanité l'avenir d'une société sans classes, sans exploitation de l'homme par l'homme, sans oppression, sans guerres.

La lutte de classe du prolétariat n'est pas la lutte pour la démocratie et pour la collaboration de classe entre exploités et exploités : c'est la lutte pour la vie contre la classe bourgeoise de tous les pays, contre l'oppression salariale sur laquelle celle-ci fonde son pouvoir, contre toutes les formes d'oppression, économique, politique, nationale, de genre, que toutes les classes dominantes – qu'elles se présentent en veste et cravate, en tunique et turban, en couronne ou en uniforme militaire – exercent sur le prolétariat et les masses déshéritées et prolétarisées partout dans le monde.

Internationale est la domination des masses humaines par le capital, internationale doit être la lutte des classes contre le capital et les classes bourgeoises qui en administrent le pouvoir.

4/01/2024

(1) Cf. : «Mondo coloniale in fermento», «il programma comunista» n. 10/1958.

L'antisémitisme fait partie de l'idéologie bourgeoise

Ces deux derniers mois, beaucoup de bruit a été fait autour des accusations d'**antisémitisme** portées contre tous ceux qui se sont levés pour soutenir le cri du peuple palestinien assassiné (nous notons, par exemple, que parmi les plus de dix mille victimes, il y a plus de quatre mille enfants, dont nous doutons fortement qu'ils puissent être des **sinistres terroristes**). Dans la continuité et la cohérence historiques qui le caractérisent, notre Parti se voit donc contraint de souligner le caractère essentiellement bourgeois de ces attaques idéologiques, puis, de rappeler dans la

pratique comment le mouvement réel de l'Histoire s'est développé **indépendamment** de ces accusations. Notre position sur la Palestine est en effet bien connue, et a été rappelée dans le dernier numéro du *prolétaire* dans l'article «*Points de repères sur la question palestinienne*» : le refus du compromis bourgeois d'un «État national palestinien» (et nationaliste, démocratique, capitaliste, etc. etc.) et l'appel, historiquement lancé dès 1848 par nos maîtres – Marx et Engels – aux prolétaires, pour qu'ils s'unissent dans le monde entier dans une lutte **sur une base fondamen-**

L'antisémitisme ...

talement de classe. Aucune forme d'antisémitisme, pas plus que toute autre forme de racisme, ne peuvent être déduite de ces positions.

En réalité, l'accusation d'antisémitisme est enracinée dans le temps. Depuis la publication de notre texte *«Auschwitz, ou le grand alibi»*, les idéologues de la bourgeoisie et du stalinisme faussement prolétarien nous ont accusés de nier la responsabilité directe du fascisme naziste dans l'holocauste. Nous avons toujours répété ceci : *«Refusant de voir dans le capitalisme lui-même la cause des crises et des cataclysmes qui ravagent périodiquement le monde, les idéologues bourgeois et réformistes ont toujours prétendu les expliquer par la méchanceté des uns ou des autres.»* (1) Même dans ce cas, entre les missiles tirés avec le soutien du Hezbollah et de l'Iran par les réactionnaires du Hamas et les bombes lancées sans discernement par l'armée sioniste sur les hôpitaux, les écoles et les maisons, les démocrates de toutes les nations veulent voir que la méchanceté de tel ou tel groupe, ethnique ou politique et non pas la responsabilité du capitalisme en tant que système social, en tant que mode de production. Dans ce cas, l'incapacité de l'idéologie démocratique à reconnaître les responsabilités réelles, montre également comment l'accusation d'antisémitisme peut être utilisée comme un instrument armé contre les positions qui défient l'ordre établi. Pour empêcher la manifestation de positions classistes autour de la question palestinienne, l'idéologie démocratique (que nous abhorrons) dégage à chaque instant l'arme mystique de l'antifascisme pour donner l'illusion que la solution aux problèmes sociaux serait la défaite du fascisme également bourgeois, de même qu'elle utilise l'écran des condoléances pour l'extermination des Juifs (peu importe, apparemment, que le «monde démocratique» lui-même n'ait rien fait au moment de la Seconde Guerre mondiale, sachant parfaitement ce qui se passait).

Nous avons des preuves directes de la manière dont un antifascisme vide de sens dans l'opinion publique peut être utilisé comme une arme de répression. En fait, nous lisons dans le quotidien *Il Manifesto* que le gouvernement fédéral allemand, confronté à des manifestations massives de soutien au peuple palestinien, a réagi d'abord avec des matraques et ensuite en interdisant non seulement toute assemblée, mais aussi de se présenter dans les écoles en portant le traditionnel keffieh. Le groupe de presse *Bild* aurait commencé à publier, entre autres, des listes de présumés «amis du Hamas» (2). Toute manifestation de désaccord contre un massacre

systématique de civils comme celui qui se produit à Gaza est interdite, précisément sous le prétexte de l'antifascisme : pour les démocrates cela conduit à un court-circuit fatal. Au nom de la démocratie, ils se voient contraints de réprimer la dissidence. Tout cela peut sembler contradictoire seulement si l'on croit que la démocratie est fondamentalement différente du fascisme en raison de sa nature de classe, ce que nous nions catégoriquement. Comme nous l'avons dit ailleurs : *«6. Nous nions que la «démocratie» et le «fascisme» correspondent à des types de société différents, liés à des modes différents de la vie et de l'activité sociales. Nous affirmons que se sont seulement deux formes différentes de l'Etat bourgeois, assurant l'une comme l'autre, la domination du capital et de son fonctionnement, mais dans des conditions différentes.»* (3). Ce qui importe donc à la bourgeoisie, c'est le maintien de la domination de classe, et non les droits et les libertés.

Mais ces accusations d'antisémitisme contre ceux qui, comme nous, sont horrifiés par le massacre sont totalement déplacées. Les actes le démontrent, bien mieux que les paroles. Si en effet tous les manifestants qui ont voulu se mobiliser contre le massacre des Palestiniens (souvent avec des positions nationalistes bourgeoises, mais parfois avec une compréhension partielle du problème social de l'impérialisme dans son ensemble) étaient en fait mus par une forme cryptique et cachée d'antisémitisme, comment ce qui s'est passé à Washington a-t-il pu être possible ? Des milliers de Juifs se sont mobilisés, en réponse à la situation palestinienne, pour exprimer leur désaccord face aux actions criminelles du sionisme, en occupant le Congrès, provoquant parmi eux 300 arrestations (4). Apparemment, pour l'idéologie démocratique bourgeoise, il s'agirait ainsi de «Juifs antisémites». L'absurdité des revendications antifascistes est démontrée encore une fois, et plus encore que dans nos paroles, que nous répétons depuis des décennies, dans leur réalisation. L'un des représentants de la manifestation a également déclaré que *«nous ne permettrons pas que notre peur de l'antisémitisme soit manipulée»*, encadrant de manière décisive la manière dont les campagnes de la bourgeoisie contre la dissidence politique sont combattues non seulement par des arrestations, des persécutions et des meurtres, mais aussi en tirant une chape idéologique bourgeoise, dans une tentative générale de manipuler l'opinion publique.

La bourgeoisie peut continuer à agiter ses maudits étendards (démocratie, antifascisme, légalité, collaborationnisme), en trompant ceux qui, dans cette phase historique, n'ont pas en-

core compris de manière décisive comment les choses se passent. Nous, en tant que Parti communiste international, donc anti-nationaliste, anti-démocratique, classiste et prolétarien, nous continuerons notre travail pour démasquer la nature bourgeoise des mensonges que la classe des patrons tente de déverser sur le prolétariat, aujourd'hui comme il y a cinquante ans. Et le prolétariat, opprimé par deux siècles et demi de domination bourgeoise et cent ans de collaboration de classe, n'a pas encore compris aujourd'hui combien les calomnies des propagandistes du capitalisme ne sont proférées que pour augmenter sa méfiance en ses propres forces, dans la seule lutte qui le mènera à l'émancipation, la lutte de classe. Et lorsque la lutte de classe reprendra d'une manière générale, le prolétariat prouvera sa valeur non pas dans les sophismes creux de la discussion démocratique, mais dans l'action révolutionnaire concrète, dans l'insurrection générale, dans la certitude de ses objectifs historiques.

Pour cela, le rôle du Parti, de la dictature de classe, du marxisme révolutionnaire, qui a fourni et continue de fournir à la classe ouvrière des leçons immuables pour la conquête de son pouvoir, reste fondamental. Ainsi, toutes les impostures que la bourgeoisie a composées pour empêcher son renversement sombreront également.

(1) *«Auschwitz, ou le grand alibi»*, publié dans le n° 11, 1960 de notre revue théorique *programme communiste* et republié sous forme de brochure par la suite. / (2) Un mauvais air souffle sur Berlin, *Il Manifesto*, p. 4, 20 octobre 2023. / (3) *«Auschwitz ou le grand alibi : Ce que nous nions et ce que nous affirmons»*, le prolétaire, n° 437, 1996, texte repris avec d'autres sur ce sujet dans notre brochure *«A propos de la polémique sur notre texte Auschwitz ou le grand alibi : Ce que nous nions et ce que nous affirmons»* / (4) *«USA, ebrei pacifisti invadono il Congresso, arrestati in 300»*, *il Manifesto*, p. 5, 20 octobre 2023.



Visitez notre site
internet:
[https://
www.pcint.org](https://www.pcint.org)

«communist program»
No. 9 (Mai 2023)
Voir le sommaire sur notre
site <https://www.pcint.org>

A Gaza l'Intelligence artificielle au service des massacres israéliens

Récemment apparaissait dans les médias, dont le journal « Le Monde », que l'armée israélienne, Tsahal, utilisait l'IA (Intelligence Artificielle) pour densifier ses bombardements, accroître le nombre de ses cibles, enchaîner les séquences de tirs toujours plus rapidement, et, rajoutons-nous, en se moquant bien des ravages causés sur la vie des civils palestiniens. Benaymin Netanyahu, premier ministre, Yoav Gallant, ministre de la défense et Herzl Haveli, chef d'état-major, et tout le gouvernement israélien, répètent à l'infini depuis 3 mois que le but de la guerre à Gaza est d'éliminer organisativement et physiquement le Hamas – qu'ils ont pourtant chéri depuis près de 20 ans à des fins basement politiciennes pour écarter de Gaza l'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas – tout en prétendant sauver les otages israéliens et, nec plus ultra, minimiser les pertes civiles comme jamais cela n'a été fait dans aucune guerre. En fait, la réalité de l'objectif militaire israélien ne ressemble en rien à une angélique auréole, elle est de façon parfaitement assumée par Israël de faire payer le prix fort et vengeur aux prolétaires et masses palestiniennes pour le violent massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre.

Dans l'action sanglante du Hamas, le sionisme, qui modèle toute la politique de l'Etat d'Israël, trouve une justification idéale pour faire de grands bonds en avant vers l'objectif du Grand Israël, celui qui va jusqu'au Jourdain et englobe la bande de Gaza ainsi que le Golan, déjà acquis. Le démenti officiel apporté aux déclarations successives de ces plus hauts responsables de l'Etat, affirmant que la solution à la « sécurité d'Israël » consistait à chasser les palestiniens de Cisjordanie et de Gaza vers d'autres pays arabes, ne cache pas qu'Israël cherche par la terreur à les faire fuir de leurs terres, dans une nouvelle Nakba. Pour atteindre ces buts suprêmes et intangibles, le sionisme a besoin de temps et surtout de ne pas rater les occasions historiques qui peuvent servir sa cause, quitte parfois à les provoquer. Il se trouve par un fait dramatique que l'occasion est là et ce qui est globalement une stratégie de conquête passe aujourd'hui pour une nécessité de défense vitale et légitime. L'efficacité de l'intervention militaire est donc un critère fondamental d'Israël qui doit, dans un temps court, écraser totalement son adversaire palestinien s'il veut avoir une chance de le faire plier à cette exigence de départ. Cette efficacité se mesure cyniquement par le nombre de frappes, la puissance de ces frappes, le nombre de

destructions matérielles (infrastructures, logements, hôpitaux, etc.), le nombre de victimes, et la haute fréquence des frappes, laissant les prolétaires et les masses palestiniennes dans l'incapacité même de se protéger et les entraînant dans une errance douloureuse et inhumaine d'un bout de territoire non encore bombardé à un autre dès que tombent les bombes sur le soi-disant havre de sécurité. Pour porter cette efficacité meurtrière à son plus haut degré, Tsahal utilise donc les services de ses puissants centres informatiques, capables de planifier, d'organiser et de gérer dans l'action les bombardements et les autres opérations militaires, grâce à un logiciel nommé religieusement « Habsora » (l'Evangile), dont les victimes civiles palestiniennes apprécient certainement la parole divine, celle qui vient avec fracas du ciel. « Le Monde » du 5/12/2023, citant le site Internet de Tsahal, expliquait que ce logiciel est un « *système qui permet d'utiliser des outils automatisés pour produire des cibles à un rythme rapide (...) en améliorant le renseignement (...) avec l'aide de l'intelligence artificielle* ». Le titre de la référence internet citée – « *Une usine à cibles (qui) fonctionne vingt-quatre heures sur vingt-quatre* » – démontre à lui seul d'une part que l'opération dévastatrice sur Gaza était déjà programmée, mais mise en attente de la nécessité et de l'opportunité de la déclencher, et surtout d'autre part, que le militarisme bourgeois est aussi soumis à l'augmentation de la « productivité », chassant les temps morts, la lenteur des tâches humaines et aussi, pourquoi pas, les tergiversations d'état-major, tout étant planifié à l'avance en multiples scénarios et tout en assurant la cohérence des opérations.

Le même « Le Monde » mesurait ainsi l'augmentation de la productivité guerrière de Tsahal : « *L'armée israélienne assure également avoir attaqué 15.000 cibles durant les trente-cinq premiers jours du conflit, contre 5000 à 6000 durant les cinquante et un jours qu'avait duré l'opération « Bordure protectrice », en 2014* ». Selon ces chiffres, on est donc passé d'une « productivité » de 100 cibles par jour en 2014 à plus de 400 par jour aujourd'hui. La productivité du « travail » a donc augmenté de 400 %. A l'usine, l'augmentation de la productivité diminue le temps nécessaire à la production d'un objet-marchandise, portant en lui la réalisation du profit capitaliste une fois sur le marché. Il y a une évidente corrélation à relever entre l'entreprise capitaliste produisant des marchandises et l'entreprise-armée

détruisant des marchandises. Plus vite on détruit des marchandises (dans ce cas principalement des infrastructures et des immeubles), plus vite viendra le temps de les reproduire et d'engranger les nouveaux profits enfantés par les destructions de la guerre. Comme en Ukraine, les capitalistes se pressent déjà au portillon et sont pressés que les Messieurs de la guerre finissent leurs œuvres et que les affaires reprennent sur les ruines laissées par les bombes.

On parle de l'IA certes, mais il faut considérer qu'il ne s'agit que d'un saut qualitatif – fut-il impressionnant – de la performance des logiciels et de leurs algorithmes, logés dans des supercalculateurs, et capables de traiter une quantité phénoménale de données introduites par le travail humain dans de toujours plus vastes silos numériques. Mais ce n'est pas tant la révolution copernicienne qu'on voudrait nous faire croire, c'est seulement un important saut technologique, dans le prolongement de la technologie informatique déjà existante. Il ne faut pas perdre de vue que l'informatique est née du secteur militaro-industriel des Etats-Unis après la deuxième guerre mondiale et qu'elle est utilisée depuis lors par toutes les armées du monde chargées de la défense de leurs intérêts capitalistes nationaux, et déjà d'une ampleur inversement proportionnelle à la taille de plus en plus réduite des composants électroniques.

La « productivité » des bombardements sur Gaza dépend de la quantité et de la qualité des informations de terrain qu'on introduit dans les bases de données, mais aussi bien sûr des paramètres de décision, et dans le cas particuliers desdits « paramètres de ciblage », que les chefs militaires définissent avec l'aval ou pas des dirigeants politiques. A ce sujet et toujours dans l'article précité, il est indiqué que le paramètre de « valeur hiérarchique » du militant Hamas désigné à la machine comme bon pour destruction a été abaissé par Tsahal de celle de dirigeant responsable à celle de simple « agents subalternes » (cela pouvant aller certainement jusqu'au simple militant puisqu'Israël veut détruire tout le Hamas sans exceptions) et que la présence d'un seul de ces « agents » dans un immeuble d'habitation suffit à motiver la frappe sur l'immeuble. Dans la même veine destructrice, le nombre de victimes collatérales autorisées dans la cadre d'une attaque ciblée pour un seul membre du Hamas, serait passé de « dizaines de morts » à des « centaines ». Le nombre élevé de victimes civiles des bombardements sur Gaza était donc planifié !

Depuis l'apparition de l'IA comme système informatique à haut niveau algorithmique, toutes les industries de l'armement, de l'ingénierie informatique et du renseignement, se sont immédiate-

ment lancées dans son adaptation sur des matériels militaires déjà existant et dans de nouveaux grands projets d'applications logicielles, à commencer par celui de l'accumulation des données indispensables à son utilisation efficiente. Le laboratoire de tous ces ingénieurs cerveaux au service de la défense de l'Etat bourgeois et chargés de ces développements industriels, c'est le mortel terrain des guerres bourgeoises encore localisées en ce moment de l'histoire – dont notamment l'Ukraine et la Palestine –, mais se succédant à un rythme de plus en plus soutenu jusqu'à leur extension future mais inéluctable dans une guerre impérialiste générale embrasant le monde si le prolétariat ne l'empêchait pas par sa force révolutionnaire.

Dans ce spectacle d'apparence virtuelle de la course à la mort, les idéologues démocrates de tous formats se sentent déboussolés et expriment, à qui leur prête attention, leurs états d'âme sur les risques que la volonté et le contrôle de l'« humain » soient dépassés et tenus à l'écart par la froide logique des algorithmes. Fondamentalement et masqués par leurs discours le plus souvent pacifistes, ils ne rejettent pas la guerre, mais seulement son conditionnement dans une boîte noire nommée « computer ». Leurs atermoiements sur les effets néfastes de l'IA sur la société, tant sur le plan militaire que civil, les amènent à de studieuses et stupides réflexions sur « l'éthique de l'IA », multipliant les débats, colloques et associations gardes-fous de la démocratie bourgeoise, no-

tamment sur les thèmes de la sécurité intérieure et du contrôle social, domaines de l'Etat qui par ailleurs sont une grande source de données pour nourrir l'IA militaire. Sur le plan militaire leur hantise n'est pas l'action comme telle de la machine autonome de guerre (les drones par exemple), mais que celle-ci puisse prendre le pouvoir de décision sur l'homme et sa grande mansuétude quand il s'agit de tuer l'ennemi ! L'armée des idéologues bourgeois, forme la machine de guerre propagandiste de la société capitaliste dont le rôle est en tout temps de créer de **fausses perspectives** politiques et sociales pour que s'y engouffre le prolétariat, seule classe historiquement porteuse de la révolution communiste et de l'espoir de l'humanité en une société sans classes et sans guerres. Selon eux, il suffirait dans le monde obscur de l'armement et de la guerre, à l'image de ce qu'ils réclament au sein des entreprises capitalistes, d'une bonne « gouvernance » des règles de conception et d'utilisation de l'armement « intelligent », et pendant qu'ils débattent et répandent leur rideau de fumée, le capitalisme, plongé dans les affaires provoquées par ses propres crises à répétition, avance à grands pas dans la production élargie des armes « intelligentes » et donc très autonomes de ces palabres de galerie ! Et nous n'aborderons pas la question de la guerre de l'espace pour laquelle le capitalisme se prépare tout aussi assidûment.

Balayons les rideaux de fumée et affirmons encore et toujours que la révo-

lution prolétarienne, communiste, internationaliste dans ses principes et mondiale dans son étendue est la seule voie par laquelle la classe ouvrière pourra mettre fin au règne du capitalisme exploiteur et guerrier et pour lequel le développement technique et scientifique, dont l'IA fait partie, n'a d'intérêt que s'il contribue à la réalisation du profit et à la défense – militaire – des conditions dans lequel il se réalise. Mais sur son chemin de la révolution, la classe ouvrière sera confrontée aux assauts de la contre-révolution bourgeoise et toute démocratique qu'elle se présenterait, elle n'hésitera pas à mettre en œuvre les moyens militaires les plus « intelligents » et « autonomes » en sa possession, épaulée dans sa tâche par son appareil policier, lui aussi devenu « intelligent ».

Les prolétaires, s'ils veulent faire de leur révolution un succès, devront donc combattre un adversaire de classe toujours plus armé et exercé à l'exercice policier et militaire. Mais leur grande force sera par leur lutte de classe de pouvoir bloquer et paralyser le bon fonctionnement de la machine de guerre contre-révolutionnaire. Même si aujourd'hui le prolétariat est encore à genoux et doit partir de loin pour atteindre ses objectifs, la lutte de classe, et en particulier la lutte antimilitariste de classe, se développera car c'est la seule issue pour se défendre de la barbarie capitaliste et elle s'unifiera et se renforcera par l'indispensable direction de leur parti de classe, communiste et internationaliste.

05/01/2024

Compétition mondiale pour l'«intelligence artificielle»

Ces derniers mois, surtout dans les milieux anglo-saxons, on a beaucoup parlé de la diffusion de nouveaux systèmes d'«intelligence artificielle» de soutien au travail intellectuel et à la vie du citoyen moyen. Nous disons «intelligence artificielle» entre guillemets car, en effet, il ne s'agit pas d'intelligence au sens commun du terme. L'espèce humaine est une espèce dotée d'intelligence, comme l'enseigne Engels (dans son article sur la part du travail dans le processus d'humanisation du singe), parce qu'elle est une espèce dotée d'une structure civile construite sur l'existence du travail social. S'il n'y avait pas de travail social, l'homme ne serait qu'un singe dépourvu d'intelligence au sens propre. La conscience humaine n'a pas d'égal dans le monde naturel, ni dans le monde artificiel. La soi-disant «intelligence artificielle» d'aujourd'hui n'est rien d'autre qu'un système de langage qui élabore ses réponses en fonction de ce que l'utilisateur est censé vouloir (avec une prévision statistique, totalement dépourvue de conscience). Nous

en donnerons des exemples dans ce qui suit. Le double problème de ce qui s'est passé ces derniers mois est le suivant : d'une part, bien qu'extraordinairement puissante, la technologie développée est sous le contrôle d'un nombre très restreint de gigantesques sociétés d'origine nord-américaine ; d'autre part, l'existence de ce modèle de langage interagit comme toute technologie sur la vie des populations et surtout sur ce que le prolétariat doit et peut en faire. Il s'agit finalement d'un seul problème, à double face, dérivé naturellement du système capitaliste et des critères de la concurrence internationale sur le marché, qui conduit naturellement à la concentration monopolistique des technologies les plus avancées dans la phase impérialiste actuelle du capitalisme.

Analysons tout d'abord le facteur de la détention de la technologie entre les mains de ces quelques énormes sociétés. La technologie dont nous parlons, comme nous l'avons dit précédemment, vise à programmer des systèmes de conversation et de recherche sensés

faciliter la vie quotidienne de tous. Au lieu de devoir chercher une information sur Internet, de faire une recherche approfondie et de comparer plusieurs sources, on pourrait obtenir n'importe quelle information en cliquant sur un bouton, en posant une simple question et en recevant une réponse articulée et apparemment naturelle. Il est évident que ce système atrophie la capacité de l'individu à rechercher et à comparer les sources, et favorise grandement aussi la construction d'une connaissance totalement superficielle, mais seule compte pour l'individu moyen une réponse simple, rapide, facile à trouver, mais pourtant formellement nuancée. C'est aussi la raison pour laquelle le marxisme révolutionnaire ne fait pas tache d'huile.

Cette technologie ne repose pas sur une intelligence supérieure extraordinaire, mais simplement sur un système mathématique de base : si je fournis à une machine suffisamment d'exemples de requêtes, de réponses et d'affirmations,

(Suite en page 16)

Vie du parti

L'année qui vient de s'écouler a vu d'importants «mouvements sociaux» se dérouler en France: la mobilisation contre la réforme des retraites pendant la première moitié de l'année et les émeutes des jeunes dans les quartiers prolétaires au mois de juin. Ces événements témoignent chacun à leur manière à la fois de la montée des tensions sociales et de la difficulté toujours persistante du prolétariat à se libérer de l'influence contre-révolutionnaire des forces collaborationnistes gardiennes de l'ordre établi, et à retrouver la voie de la lutte et de l'organisation de classe.

Nous sommes intervenus en faveur de positions de classe dans le mouvement sur les retraites par la diffusion de nombreux tracts (traduits en plusieurs langues sur notre site internet) et d'articles du *Prolétaire*. Dès la fin du mouvement, nous avons publié une brochure de bilan (traduite en italien) soulignant la «nécessité d'une orientation de classe dans les luttes prolétaires». Nous avons réagi aux émeutes par des tracts et articles pour en montrer la caractère prolétarien, appeler à la solidarité avec les jeunes émeutiers et dénoncer les fausses positions des différents groupes et partis.

Cette activité liée à une riche actualité sociale n'a pas empêché une activité éditoriale marquée par la publication en français, espagnol et italien d'une brochure rappelant les leçons du coup d'Etat de Pinochet au Chili en 1973, et par la publication en français de «Dialogue avec les morts», texte introuvable depuis des années, dans une traduction entièrement revue et corrigée, ainsi que sa réédition en italien.

Dans cette dernière langue nous avons publié en outre une brochure sur les luttes ouvrières de 1953 à Berlin-Est et 2 textes de Bordiga de 1921 sur la Question Agraire et «De l'économie capitaliste au communisme» avec des articles d'après-guerre.

En espagnol nous avons pu publier à côté de notre organe régulier en Espagne, *El Proletario*, et d'un numéro du *Supplément Venezuela*, et en plus de la brochure sur le Chili, les *Eléments d'orientation marxiste*. En anglais est paru le n°9 de la revue *Communist Program* et le n°20 de *Proletarian*.

Les lecteurs ont pu constater depuis quelque temps la présence d'articles sur la Tchéquie dans notre presse ainsi que de nombreuses traductions en Tchéque sur notre site. Pour la première fois nous avons pu intervenir cette année dans ce pays, par des distributions de tracts lors de manifestations syndicales. C'est un début, encore modeste, mais que nous espérons prometteur, de la présence du parti dans cette région d'Europe!

Compétition mondiale pour l'«intelligence artificielle»

(Suite de la page 15)

la machine, disposant ainsi d'une base de données suffisante, sera en mesure de répondre aux requêtes sur un mode réaliste. Cependant, la machine ne comprend pourtant pas vraiment ce qu'on lui demande, elle ne fait que traiter les données de manière à ce que la réponse soit réaliste. En bref, il ne s'agit pas d'un processus conscient, mais d'un processus entièrement mécanique et mathématique dérivé d'équations relativement simples. Ce qui rend ces systèmes extraordinairement impressionnants, c'est le naturel des réponses qui semblent être formulées par une personne réelle : cela se produit essentiellement parce que le modèle a été «entraîné» avec une grande quantité d'exemples de conversations à imiter.

Le problème du développement de ces technologies, c'est que pour fonctionner, elles doivent nécessairement disposer d'immenses bases de données numériques et d'exemples à imiter, qui compte tenu de leurs volumes, sont généralement très difficiles à obtenir et très coûteuses à maintenir. Ces bases de données ne sont donc accessibles qu'à de très grandes organisations prêtes à dépenser des milliards pour pouvoir disposer d'un prototype fonctionnel commercialisable. Un des moyens utilisés pour commercialiser ce système consiste à limiter l'accès des requêtes qui peuvent être effectuées gratuitement, et exiger un paiement pour les requêtes suivantes.

Quoi qu'il en soit, la situation actuelle est la suivante: une entreprise (Microsoft) a acheté la meilleure entreprise du marché, OpenAI (qui, soit dit en passant, a été créée dans le but de rendre publics tous les projets et codes de programmation, ce que Microsoft n'a pas respecté après l'achat), et commercialisé le meilleur système de langage déjà en circulation aujourd'hui, le Chat-GPT. En riposte, d'autres sociétés (par exemple Google avec son Bard) se sont empressées de publier leurs propres systèmes propriétaires, certes encore lacunaires. Malgré cela, une bataille mondiale s'est engagée pour la conquête de cette nouvelle part de marché. Suivant les lois de Marx sur la péréquation des capitaux, chaque grande entreprise technologique déverse son capital dans cette branche, dotée de grands profits et encore inexplorée, entraînant une concurrence très féroce.

La compétition n'est pas encore terminée, mais quelques faits remarquables sont déjà évidents : premièrement, il est clair que le projet initial d'OpenAI de mettre l'intelligence artificielle à la dis-

position du public gratuitement (ou presque) et en toute transparence a échoué en raison de la privatisation capitaliste ; deuxièmement, il est clair que la mainmise exclusive de gigantesques entreprises sur ces outils, leur permet d'exercer un immense contrôle sur la culture mondiale et les sources utilisées par la population dans son éducation et sa recherche. Et pour cause, il est déjà devenu un outil essentiel et répandu, avec 1,16 milliard d'utilisateurs depuis sa commercialisation, soit plus d'un huitième de la population mondiale. Comme beaucoup d'autres outils sur Internet, au lieu d'être gratuit et librement utilisable grâce à un code divulgué publiquement, cet outil est maintenant entre les mains d'hommes d'affaires sans scrupules, qui veulent en tirer profit, en cachant les processus mathématiques qui sous-tendent leurs produits.

Le deuxième aspect du problème, plus politique et moins économique, est l'influence que ce système peut avoir sur la culture et la société. Il s'agit d'un système conçu pour contredire le moins possible l'utilisateur : en posant des questions sur des choses inventées - si elles sont réalistes - le programme fera semblant de les connaître et fournira d'autres données, également inventées. Par exemple, une question sur un personnage historique inexistant peut déboucher sur une biographie totalement fictive. Bien sûr, les données réelles sont utilisées correctement (fournissant, par exemple, des biographies relativement précises), mais lorsqu'il s'agit d'inventer, le système est prêt à tout pour venir en aide à l'utilisateur. Il est clair que de cette manière, l'utilisateur, n'étant pas confronté à des contradictions, se sentira en sécurité dans ses idées, tant qu'elles sont alignées sur les valeurs bourgeoises de liberté et de démocratie.

En effet, le modèle est programmé pour toujours défendre, dans toute discussion et argumentation, les valeurs de la société libérale : la démocratie, la souveraineté du vote populaire, l'utilisation de moyens non violents et la légalité. Il s'agit clairement d'un système de propagande et de contrôle de l'opinion mal dissimulé. Plus le système se propage, plus la société moderne en devient dépendante, plus la propagande démocratique et capitaliste peut s'étendre, putride jusqu'aux racines et s'étaler sans ambiguïté comme la seule interprétation possible du monde. Dans le cas de requêtes politiques spécifiques, en tant que système de langage apolitique, cette intelligence artificielle proposera un refus de réponse, mais la démocratie sera de toute façon toujours défendue. En

Mobilisation du 20 décembre en Argentine : Ni Milei, ni péronisme, ni syndicats collaborationnistes, ni farce parlementaire ! La seule voie est celle de la lutte des classes !

Le 20 novembre prochain, les principales organisations politiques et syndicales de la gauche argentine ont appelé à une grande manifestation sur la Plaza de Mayo, dans la capitale Buenos Aires, pour protester contre l'approbation du premier paquet de mesures du dit «plan tronçonneuse» du gouvernement nouvellement élu de Milei, Caputo et Bullrich. La mobilisation, qui intègre les différents courants syndicaux nationaux, regroupés autour de la CGT, ainsi que les plus grandes assemblées de piqueteros et les partis qui composent la coalition du Front de Gauche (PTS, Partido Obrero, etc.), vise à paralyser la ville pendant toute la journée et à montrer la capacité de l'opposition parlementaire et du monde syndical à s'opposer aux récentes mesures gouvernementales et à celles qui sans aucun doute arriveront dans un proche avenir.

A l'intérieur et à l'extérieur du pays, la victoire électorale de Milei a été pré-

sentée comme la victoire d'un courant de droite *anti-establishment*, comme si une force souterraine de mécontentement plébéen, anti-gauche et anti-étatiste avait soudainement émergé pour «mettre de l'ordre» dans le pays et ramener l'Argentine à un rang de première classe dans la hiérarchie mondiale qu'elle occupait autrefois, selon Milei. A cette fin, et dès que l'actuel président fut élu député de l'opposition au gouvernement d'Alberto Fernández, un programme de réformes économiques drastiques a été lancé, visant à contrôler l'inflation, la dollarisation du pays, et même l'abolition de la Banque Centrale, le tout enveloppé de slogans violents contre «la caste», le péronisme, et aussi les syndicats et la gauche en général.

Mais en réalité, le gouvernement Milei n'apporte absolument rien de nouveau. Il ne peut même pas être considéré comme «le gouvernement Milei», car il n'est rien d'autre qu'un regroupement derrière le drapeau de ce personnage histrionique, de la vieille droite dirigée par Macri et ses associés. Dans la pratique, les mesures économiques adoptées avec cette première *loi omnibus*, qui touche autant aux questions monétaires que fiscales, n'ont absolument rien d'hétérodoxe : là où il y avait une lutte contre l'inflation qui «ne touchait pas le peuple» (l'expression est de Milei lui-même), il y avait en fait des mesures de dévaluation salariale causées par la dévaluation du peso ; là où les impôts devaient être réduits, ils ont été augmentés pour faciliter la tâche des grands exportateurs ; là où les avantages de la «caste» étaient sur le point de prendre fin, il y a eu une nationalisation partielle de la dette des entreprises privées. Tout cela s'est accompagné de l'élimination des subventions, telles que les subventions aux transports dans le Grand Buenos Aires, ou de leur réduction en raison de l'inflation.

Aucune des mesures prises ne peut surprendre ou être comprise comme une rupture dans le comportement typique de la bourgeoisie et de ses dirigeants politiques dans les pays qui ont besoin d'un ajustement économique. La seule différence, et il faut le souligner, c'est la force avec laquelle les réformes sont censées être mises en œuvre. Tout le jeu démocratique, le spectacle créé autour de la figure de Milei, etc., visent à gagner le soutien (au moins temporaire) des classes petites-bourgeoises qui seront affectées par les mesures et auxquelles s'adresse sa rhétorique d'économies, de sacrifices, etc. Avec cela, avec la mobilisation de type populiste

visant à impliquer les classes moyennes appauvries par la crise de ces dernières années, l'objectif est de contrer le prolétariat et d'éviter toute forme de sa riposte, en le faisant sombrer dans la marée montante de la mobilisation nationaliste. C'est là le vrai pouvoir de la démocratie, du respect de l'intérêt suprême de la patrie et du jeu électoral lui-même, qui sert de levier pour mobiliser les couches sociales les plus ouvertement réactionnaires afin d'imposer ce qui est en définitive les intérêts de la grande bourgeoisie financière et de l'oligarchie agraire du pays. Milei fera ce que Macri a voulu et n'a pas pu faire, et il le fera le plus rapidement et violemment que possible, car son seul recours est d'exploiter la force de la mobilisation démocratique qu'il a réalisée autour de lui.

La classe ouvrière argentine, l'une des plus nombreuses du continent mais aussi l'une des plus pauvres de ces dernières décennies, a derrière elle une longue histoire de révoltes et de mobilisations : du Cordobazo de 1969 aux soulèvements de 2001, en passant par la dure répression de la dictature militaire. Et c'est précisément parce que son histoire de lutte (au cours des dernières décennies, mais aussi à des époques antérieures, lorsque les quartiers ouvriers de Buenos Aires voyaient croître la force d'un vaste prolétariat immigré italien et espagnol) est longue et intense que les grands courants de la bourgeoisie de gauche - y compris principalement le péronisme sous toutes ses formes et le syndicalisme de concertation - se sont développés et ont gagné une grande influence parmi le prolétariat : ils ont été le moyen de la bourgeoisie nationale pour contenir, dans la mesure du possible, la lutte des classes.

Après les soulèvements de 2001, la pression de la gauche bourgeoise sur les prolétaires a redoublé, surtout lorsque le mouvement piquetero est apparu, exprimant la tendance des prolétaires les plus pauvres, des chômeurs et des précaires, à lutter par leurs propres moyens contre les patrons et leur État. Les gouvernements péronistes de la famille Kirchner (pour la plupart une véritable structure mafieuse) ont surfé sur la vague du «socialisme du 21ème siècle» venant du Venezuela et de la Bolivie pour tenter de mettre la classe ouvrière hors de combat et lui faire abandonner la voie de la lutte classiste. La crise économique de 2008-2013, qui a durement frappé un pays qui survit essen-

«intelligence artificielle» ...

fait, même au nom d'une neutralité proclamée, elle prend des positions politiques claires en faveur de la société capitaliste dans laquelle nous vivons, en essayant de convaincre tout le monde de la même chose.

Un parti comme le nôtre, un parti qui fait du progrès de la civilisation un étendard, ne peut pas être contre les progrès de la technologie lorsqu'ils aident l'humanité. Il peut en revanche dénoncer, comme il se doit, l'utilisation rapace de ces technologies par des capitalistes sans scrupules qui, au nom de la société bourgeoise, transforment des instruments qui pourraient aider l'humanité en outils de diffusion d'idéologies patronales et démocratiques, et qui de plus en tirent profit. Cette bataille ouverte dans le domaine de l'intelligence artificielle n'est rien d'autre qu'une preuve supplémentaire de la pourriture atteinte par le système capitaliste dans ses relations de marché, dans ses luttes commerciales pour la conquête des capitaux. Nous sommes convaincus que ce système, comme tant d'autres, ne pourra être utilisé de la manière la plus efficace, la plus civilisée, la plus bénéfique pour l'humanité qu'avec la victoire du socialisme et la démolition totale du capitalisme. Tant qu'il y aura du profit à faire, tant que la technologie sera asservie à la logique du capital, il n'y aura pas d'instrument totalement construit pour le bien de l'Humanité.

(Suite en page 18)

Mobilisation en Argentine ...

(Suite de la page 17)

tiellement grâce à l'exportation de matières premières et de produits agricoles, ainsi que les déséquilibres successifs dans la demande internationale de produits tels que le soja, etc., ont abouti à une situation économique structurellement impossible à résoudre et sur laquelle toutes sortes de recettes ont été appliquées. De la stimulation de la demande aux prêts du FMI, aucune formule n'a fonctionné et la conséquence en est une inflation galopante et une augmentation de la misère de la classe prolétarienne sans précédent ces dernières années.

C'est pourquoi le prolétariat argentin doit concentrer sa colère et sa haine

de classe tant sur le gouvernement Milei que sur les partis qui l'ont précédé et les syndicats sur lesquels ils se sont appuyés. Il doit rompre avec une tradition qui ne concerne pas la lutte, mais la collaboration avec la bourgeoisie, et qui l'a conduit à cette situation. Il doit bannir le mythe de la patrie, de l'intérêt supérieur du pays, qui est la doctrine de tous les syndicats et des courants syndicaux majoritaires et qui empêche la confrontation nécessaire et ouverte avec la bourgeoisie (avec les patrons, avec la véritable caste politique et affairiste, etc.). Elle doit aussi rompre avec les courants qui soutiennent le parlement comme un lieu dans lequel on puisse stopper l'offensive bourgeoise, qui soutiennent que la lutte électorale peut renverser la situation créée par les derniers gouvernements : ce sont les urnes qui ont créé toute la force dont dispose aujourd'hui l'ennemi de classe, et cela sera toujours

le cas parce que le parlement est l'organe par excellence de la collaboration entre les classes et donc de la soumission du prolétariat à la bourgeoisie.

La classe prolétarienne argentine a devant elle un long chemin de souffrance et de misère. Si ce chemin la conduit à se débarrasser des illusions politiques et syndicales qui la lient à la bourgeoisie et à ses alliés, s'il la conduit à reprendre la lutte de classe à la fois sur le terrain immédiat de l'affrontement économique et sur le terrain plus large de la lutte politique pour ses propres fins... alors, que le défi que lui lance aujourd'hui la bourgeoisie soit le bienvenu.

Si la classe bourgeoise veut la guerre, le prolétariat doit répondre par la guerre, mais par la guerre de classe, la seule qui puisse lui donner un espoir de victoire.

18/12/2023

Argentine : la victoire de Milei assure la continuité de la misère et l'intensification de la répression contre les prolétaires

Les élections argentines du dimanche 19 novembre ont proclamé comme vainqueur Javier Milei, candidat de *La Libertad Avanza*, qui s'était présenté comme une sorte d'*outsider* de la politique traditionnelle. A la fois histrionique et bouffon, Milei a fait des réseaux sociaux et de ses interventions plus que grotesques dans les médias une sorte d'emblème, un drapeau destiné à montrer son rejet des formes politiques même traditionnelles. Et c'est en grande partie grâce à cela, grâce à une image plus qu'à un programme, grâce au scandale permanent plus qu'à une perspective à moyen terme de gouvernement, qu'il a réussi à battre d'abord Patricia Bulrich, candidate de la droite traditionnelle réunie autour de l'*Unione Civica Radicale*, puis le candidat officiel Sergio Massa, ex-ministre des Finances du gouvernement péroniste de ces dernières années.

Finalement, les résultats ne sont pas aussi étranges que la presse a voulu le faire croire : Milei ne pourra compter que sur 38 sièges sur 257 au Congrès, et dépendra toujours de la formation d'un bloc avec la droite traditionnelle de Macri et Bulrich pour pouvoir réaliser son programme de gouvernement. Dans un schéma également connu en Espagne, les partis du «changement» s'appuient sur les anciennes structures politiques, qui servent en réalité à maintenir leur pouvoir.

La situation dans laquelle Javier Milei arrive au pouvoir est critique pour

l'Argentine. Après quatre années d'un gouvernement péroniste qui a assuré la continuité de la dynastie Kirchner (d'abord Néstor, président du pays de 2003 à 2007, puis son épouse Cristina, également présidente de 2007 à 2015 et vice-présidente du gouvernement sortant), et en raison de la structure sociopolitique du péronisme «de gauche», corrompu jusqu'à la moelle et basé sur de vastes réseaux clientélistes établis avec les syndicats et d'autres organisations civiles, la réalité du pays s'est notablement détériorée. C'est pourquoi la candidature de Sergio Massa, identifié pour son comportement au gouvernement comme l'un des responsables de cette situation, a pu mobiliser contre lui à la fois *La Libertad Avanza* et la partie de l'*Unione Civica Radicale* contrôlée par l'ancien président Macri, qui a fourni des moyens, de l'argent et des infrastructures au petit parti «ultralibéral».

Sur le plan économique, la situation est la pire que l'Argentine ait connue au cours des quarante dernières années, ce qui n'est pas peu dire. En décembre de cette année et d'une année sur l'autre, l'inflation connaîtra une variation de 210% ; la faible valeur du peso [la monnaie nationale] rend incroyablement chères les importations, essentielles dans un pays importateur net de produits industriels, technologiques et même agricoles. En bref, la pauvreté a augmenté dans tout le pays, plus de 20% de la population ne dispose pas du minimum

de produits essentiels pour vivre et ces dernières années la mort d'enfants à cause de la faim a même été signalée. Les mesures prises par le gouvernement péroniste n'ont pas soulagé cette situation. D'une part, l'action de la Banque centrale en émettant des lettres de change en guise de compensation pour que les banques commerciales obtiennent des dépôts en pesos n'a fait qu'accroître les tensions inflationnistes en raison de l'expansion de ses engagements financiers et des intérêts payés sur ceux-ci. D'autre part, les obligations contractées par l'État auprès du FMI pèsent sur l'économie et oblige le FMI lui-même à souligner, dans sa note de juillet dernier, que le pays n'est pas en mesure de satisfaire aux exigences imposées pour l'accès à son Mécanisme élargi de crédit. Enfin, la pire sécheresse depuis des décennies, a frappé de plein fouet un pays dont une grande partie de l'économie repose sur l'exportation de produits agricoles.

Face à cette situation politique et économique, l'apparition de Milei comme une sorte de figure illuminée de la politique nationale, comme quelqu'un d'extérieur à la «caste» (professeur d'économie de profession il se rattache au courant dit « autrichien », certes marginal au sein de la pensée économique bourgeoise) semble le remède radical qui manquait. Et ce, d'une part, en raison d'un discours anti-caste, si cher au populisme de droite et de gauche, et de la référence à l'État profond comme véritable origine du malaise social, assortie dans ce cas d'un discours ultra-libéral sur la nécessité de réduire l'État à sa plus simple expression. Et, d'autre part, pour ses invectives économiques, sur la nécessité de *dollariser* l'économie, d'abolir la Banque Centrale elle-même, de privatiser toutes les

entreprises publiques, etc. Ce sont précisément ces élans, ainsi que la bouffonnerie du personnage, qui ont attiré l'attention de la presse internationale et forgé l'aura du personnage providentiel qui l'accompagne.

Mais que peut-on attendre de Milei ? Comme dans les autres pays où un tel personnage a triomphé (le Brésil avec Bolsonaro, les États-Unis avec Trump, l'Italie avec Meloni ou Wilders aux Pays-Bas), ce qui prime, ce sont l'autoritarisme, la promesse de durcir la loi, de poursuivre le crime et la subversion, etc. Ce n'est pas pour rien que Milei, détracteur de l'État dans ses discours, ne tarit pas d'éloges sur la police argentine qui, avec l'armée, a une très longue histoire d'assassinats derrière elle. Ce rappel à l'ordre, étendard de la petite bourgeoisie réclamant la paix contre la tension sociale que les récentes crises capitalistes ont fait remonter à la surface, est l'objectif principal, le reste lui étant subordonné. On comprend pourquoi, en plus des prétendus «anarcho-capitalistes», Milei a nommé au nouveau gouvernement et comme vice-présidente d'Argentine Victoria Villarruel, liée à l'extrême droite nationale et défenseuse de la dictature de Videla. La critique de la «caste» que le nouveau gouvernement apporte dans son propre programme fonctionne aussi dans ce sens : l'idée d'une réforme gouvernementale basée sur l'ordre et la main de fer est très chère à cette petite bourgeoisie qui, écrasée par la grande bourgeoisie et son État, fantasme sur la croyance que ce sont les intrigues noires, les familles ou les clans politiques qui la détruiront et la réduiront à la misère, et non le cours économique et social implacable du capitalisme.

Deuxièmement, les réformes économiques proposées par Milei visent à libéraliser le secteur public - notamment YPF (1), les compagnies aériennes et la télévision publique - afin de contenir les dépenses. En cela, le message s'est adouci dès son arrivée au pouvoir : des excès verbaux de la campagne, il est passé à «assainir d'abord, vendre ensuite», ce qui pourrait bien signifier ne jamais vendre, car la «caste» qui correspond à la haute bourgeoisie nationale pourrait ne pas vouloir s'en débarrasser. Quoi qu'il en soit, la longue chaîne de privatisations à laquelle nous assistons depuis quarante ans dans tous les pays capitalistes montre qu'un transfert de ces secteurs ou entreprises rentables au capital national ou international n'implique pas, à moyen terme, de réduction des dépenses de l'État en termes globaux. Dès sa naissance, l'État bourgeois est le principal agent du capitalisme en termes de propriété, de capacité d'intervention sur le marché, etc. L'augmentation systématique des dépenses publiques, du budget, est un fait irrévocable

qui découle de sa nécessité d'intervenir dans tous les aspects de la vie sociale du monde bourgeois et il n'y a pas et il n'y aura pas de gouvernement capable de l'éviter, même s'il le voulait... ce qui n'arrive jamais.

Quant aux ajustements financiers, visant à stabiliser la situation du peso par rapport au dollar afin de pouvoir, dès lors, atténuer l'inflation galopante qui affecte le pays, on ne peut en imaginer qu'un succès relatif et temporaire. Bien que les mesures de libéralisation des changes (en Argentine, il existe plusieurs taux de change peso-dollar, avec une différence de plusieurs milliers entre le taux officiel et celui, beaucoup plus réaliste, du marché noir), y compris tous les ajustements nécessaires visant à réduire les obligations de l'État qui contribuent à la dévaluation du peso, puissent avoir l'effet escompté, la cause de l'inflation argentine, qui est un phénomène chronique, se trouve dans la structure productive du pays : l'absence relative d'une industrie nationale oblige à importer la quasi-totalité des produits finis, ce qui, en contrepartie, oblige le pays à dépendre des exportations agricoles. Les ajustements fiscaux et monétaires ne changeront rien à cette situation, et l'idée qu'ils enclencheront une sorte de cercle vertueux qui augmentera l'entrée de dollars dans le pays et appliquera un baume sur la situation actuelle, ne développera dans le meilleur des cas, qu'une situation de grande fragilité qui ne pourra que s'inverser à tout moment.

Que peut-on vraiment attendre de Milei et de son gouvernement ? Les ajustements économiques se feront **contre le prolétariat** et contre la grande masse des pauvres qui peuplent la périphérie du grand Buenos Aires et les grandes villes du pays. A moyen terme, la «discipline fiscale» signifiera de fortes exigences à l'encontre de la classe ouvrière, qui verra comment la réduction des dépenses publiques sera celle des misérables subventions grâce auxquelles une bonne partie d'entre elle survit aujourd'hui. En outre, la réforme financière visera sans aucun doute à **contenir les salaires**, ce qui permettra de limiter la dévaluation du peso et l'inflation. Et si les réformes allaient finalement dans le sens d'une dollarisation de l'économie, cette baisse des salaires sera encore plus importante car ils seront fixés en dollars et forcés à la baisse.

Cette situation, comme promise par Milei lors de sa campagne électorale, s'accompagnera d'un durcissement de la répression contre les secteurs organisés de la classe prolétarienne, même lorsqu'ils sont dirigés par des syndicats collaborationnistes ou péronistes. Les participants aux piquets de grève, les grévistes, les travailleurs organisés en coopératives... seront constamment

dans le collimateur du nouveau gouvernement, qui interviendra durement pour que ses mesures ne se heurtent pas à une forte riposte des prolétaires. En attendant, n'en doutons pas, la «caste» politique, syndicale et Cie, restera intacte, prête à entrer au gouvernement à la chute de Milei.

Le gouvernement Milei représente une nouvelle étape sur un chemin qui a commencé d'une certaine manière en 2001, avec les troubles sociaux provoqués par la crise économique et le corralito (2). Ces révoltes avaient un caractère interclassiste marqué, donc confus et sans perspective (l'image du Congrès attaqué par une masse portant le drapeau national sur la tête est emblématique), mais un secteur de la classe ouvrière a pu s'y exprimer, bien que de façon très limitée, en tendant instinctivement à rompre tant avec l'orientation démocratique des révoltes qu'avec les organisations traditionnelles du syndicalisme officiel (CGT) et des partis péronistes. Ces tendances ont été rapidement étouffées tant par l'effort de répression de l'État que par la politique de collaboration avec la bourgeoisie imposée par la gauche officielle et l'extrême gauche trotskiste. Le *kirchnerisme*, forme particulièrement aberrante de ce socialisme du XXI^e siècle que l'opportunisme brandissait dans ces années-là, a été le salut d'une bourgeoisie qui jusqu'alors, n'avait pas réussi à maintenir un seul de ses gouvernements. Depuis lors, tant la crise structurelle du pays que l'aggravation de la situation internationale ont ouvert la voie à une solution comme celle proposée aujourd'hui par Milei.

Les prolétaires argentins, pour lesquels s'ouvre aujourd'hui une période très difficile parce que la bourgeoisie est passée de la politique du bâton (de plus en plus) et de la carotte (de moins en moins) à la menace ouverte, ne pourront tirer les leçons de cette situation que s'ils rompent avec la terrible influence que le nationalisme et le démocratisme exercent sur eux à travers des organisations politiques et syndicales opportunistes : s'ils luttent contre l'offensive bourgeoise non pas dans le cadre des organisations qui les contrôlent encore aujourd'hui et qui ne garantissent que la défaite face à toute exigence de l'ennemi, mais avec leurs propres moyens et méthodes **classistes**, avec leur propre organisation **indépendante** sur le terrain de la lutte immédiate, dans la perspective de rompre non seulement avec l'inertie qui les empêche aujourd'hui de réagir, mais aussi avec la grande force que représente la contre-révolution qui domine depuis des décennies.

23/11/2023

(Voir notes en page 20)

Venezuela : Pas un homme, pas une goutte de sang prolétarien pour l'Essequibo !

Ces dernières semaines, au Venezuela, un vent de fureur chauvine s'est déchaîné, prenant comme base un vieux litige sur la propriété de la région du fleuve Essequibo (en Guyana), au point que les dirigeants chavistes dénoncent leurs opposants internes – les rares qui s'opposent ouvertement à une agression militaire contre la population guyanaise – comme criminels « traîtres à la patrie ». Tout, ou presque, l'arc politico-électoral, y compris le principal leader de l'opposition, Machado, s'est rassemblé dans une union nationale avec les dirigeants chavistes, une plate-forme interclassiste, promue par Chavez de son vivant, la très désirée « Sainte Alliance ». Tout le monde a obéi à l'unanimité à l'appel à la défense du pays lancé par Maduro, Cabello, Rodriguez, etc.

Caracas se dit victime d'une usurpation territoriale commise il y a plus de deux siècles, alors qu'aujourd'hui Georgetown est la cible de toutes ses provocations et agressions. Pour augmenter la tension, Rodriguez, le président de l'Assemblée nationale du Venezuela, accuse la petite Guyana d'agression contre le Venezuela ! Le point culminant des provocations a été atteint avec l'appel à la population vénézuélienne à un référendum belliqueux (au moyen d'un questionnaire archipartial) pour exiger l'annexion du territoire contesté par le gouvernement vénézuélien, au point de provoquer la réaction du Premier Tribunal de l'ONU qui a ordonné (sic) à Caracas de « ne pas continuer à aggraver » le différend sur le territoire d'Essequibo.

Les premiers résultats du référendum donnent clairement la victoire au « oui » avec dix millions de voix – très contestées. Curieux que les habitants guyanais de la zone contestée n'aient pas été invités à cet événement, puis-

que c'est d'eux qu'il s'agit... Un autre objectif du référendum serait d'anticiper et d'apaiser les tensions sociales au Venezuela, pour l'instant de faible intensité.

De fait, la seule chose qui pourrait expliquer cette escalade d'agressions est la crise économique qui continue d'exister au Venezuela malgré la réduction de la pression économique exercée par le gouvernement Biden, ainsi que la découverte et l'exploitation soudaines de pétrole et de minéraux dans la zone contestée d'Essequibo, qui suscite un grand intérêt à Caracas (1). Cela faisait longtemps que le sujet de l'Essequibo n'avait pas été abordé, peut-être depuis les années 80 du siècle dernier. Jusqu'alors, Caracas n'avait accordé que peu d'intérêt à la discussion et à la résolution de cette querelle coloniale (2).

Quelle que soit l'issue de cette confrontation, pour les masses prolétariennes de la région et de chaque côté de la frontière, leur sort ne changera pas. Et si fortement que les dirigeants chavistes exploitent le sentiment nationaliste, cela ne fera que calmer momentanément la vie misérable endurée par le prolétariat des deux pays. Bien naïf serait le prolétaire qui penserait que peu importe les sacrifices pourvu que soit battu « l'empire ».

Non à l'unité nationale pour annexer une partie de la Guyana !

Notre premier ennemi n'est pas l'impérialisme américain ou l'impérialisme anglais, c'est le capitalisme vénézuélien qui plonge les prolétaires dans la misère et oblige des millions de personnes à fuir la « patrie » de la bourgeoisie pour vivre !

La seule guerre **souhaitable et nécessaire** n'est pas la guerre **impérialiste** pour s'emparer du pétrole et des matières premières de la Guyana, **mais la guerre des classes pour renverser la bourgeoisie, détruire son État et établir la dictature du prolétariat.**

Les prolétaires n'ont pas de patrie, ils n'ont que leurs chaînes à perdre et un monde à gagner !

3/01/2024

(1) La Guyana est un petit pays, dont les 2/3 du territoire sont revendiqués par le Venezuela et où abondent les ressources naturelles indispensables aux produits industriels et technologiques actuels. En 2015, d'importants gisements de pétrole et de gaz ont été découverts (mais aussi du coltan, du lithium, de l'or, du diamant, de l'uranium, etc.) qui depuis ont été exploités par la République Coopérative

de Guyana, créant depuis 3 ans un véritable boom économique dans la région, augmentant considérablement le PIB du petit pays – et proportionnellement les appétits de Caracas, évidemment avide de devises étrangères.

(2) À cette époque (XVI^e - XVII^e siècle), le Venezuela n'existait qu'en tant que capitainerie générale du Venezuela sous les ordres de l'Empire espagnol. Les grandes guerres d'indépendance américaines ont affaibli le contrôle exercé par l'Espagne, permettant au Royaume-Uni d'entrer dans la mêlée et de s'emparer de vastes territoires comme l'Essequibo en question. En définitive Caracas ne revendique qu'un territoire pris à l'époque à l'Espagne. L'Espagne serait-elle désireuse, aujourd'hui, de réclamer l'Essequibo à l'Angleterre, pour ensuite le céder au Venezuela ? Bref, toute une marée d'alternatives, toutes plus risibles les unes que les autres.

Correspondance :

Pour la France : Programme, 15 Cours du Palais, 07000 Privas

Pour la Suisse : Pour contact, écrire à l'adresse en France.

Adresse e-mail :
leproletaire@pcint.org

SOUSCRIPTION PERMANENTE

Première liste 2024

Paris : 800

Total liste : 800

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926. Directeur-gérant: Dessus. ISSN 0033-0981.

Abonnement au «prolétaire»: 7,5 € / 15 FS / £ 10. **Abonnement de soutien:** 15 € / 30 FS / £ 15.

«programme communiste» (Revue théorique), le numéro: 4 € / 8 FS / £ 3 / Amérique latine: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 4. **Abonnement:** le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien:** 32 € / 64 FS / £ 24 / Amérique latine: US \$ 12 / USA et Cdn: US \$ 32.

«il comunista», le numéro: 2 € / 5 FS / £ 1,5. **Abonnement:** 10 € / 25 FS / £ 6. **Abonnement de soutien:** 20 € / 50 FS / £ 12.

«el programa comunista», le numéro: 3 € / 8 FS / £ 2 / America latina: US \$ 1,5 / USA et Cdn: US \$ 3. **Prix de soutien**, le numéro: 6 € / 16 FS / £ 4 / America latina: US \$ 3 / USA et Cdn: US \$ 6.

«Communist Program», le numéro: £ 4 / 4 € / 8 FS / USA et CDN: US \$ 3

«Proletarian», le numéro: £ 1 / 1,5 € / 3 FS / USA et CDN: US \$ 2

Argentine: La victoire de Milei ...

(Suite de la page 19)

(1) YPF, Yacimientos Petroliferos Fiscales, est une entreprise spécialisée dans l'exploitation, l'exploration, la transformation, la distribution et la vente de pétrole et de ses dérivés, dont 51% des actions sont aux mains de l'État.

(2) Lors de la crise économique argentine de 2001, afin d'éviter l'effondrement du système bancaire, une restriction avait été imposée sur la disponibilité en espèces de l'argent des comptes bancaires et de l'épargne, et elle a été appelée *corralito*.